



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 03 du 30 janvier 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 30 janvier 2013

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>146</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....</b>	<b>146</b>
Bureau de la réglementation et des relations avec les collectivités locales.....	146
Arrêté du 23 janvier 2013 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de BRIEY - Année 2013.....	146
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....</b>	<b>146</b>
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	146
Arrêté du 22 janvier 2013 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes de la Haute-Vezouze par ajout de la compétence « fourrière animale, exerce en lieu et place des communes membres et dans le cadre de son périmètre du service de fourrière animale » (article 4).....	146
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>147</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>147</b>
Bureau du cabinet.....	147
Arrêté du 12 décembre 2012 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 1er janvier 2013.....	147
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>148</b>
Bureau de la citoyenneté.....	148
Arrêté du 17 janvier 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « FIXARIS POUSSING » à NEUVILLER-LES-BADONVILLER (54540).....	148
Arrêté du 17 janvier 2013 portant retrait d'une habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « FIXARIS » à FENNEVILLER (54540).....	148
Arrêté du 24 janvier 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à la « SOCIETE NOUVELLE DE POMPES FUNEBRES LEPERE » à LONGWY (54400).....	148
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>149</b>
Bureau des procédures environnementales.....	149
Arrêté n° 54-2011-00215 du 24 janvier 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'autorisation pour l'extension et la restauration écologique des plans d'eau lieu-dit « Etangs de Trebois » - Commune de PIENNES.....	149
Arrêté du 24 janvier 2013 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la construction d'une unité de traitement des eaux domestiques usées sur le territoire de la commune de HOUELMONT.....	151
Arrêté complémentaire n° 2012-518 bis du 24 janvier 2013 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site de la société SITA France Déchets à JEANDELAINCOURT et MOIVRONS.....	151
Arrêté du 24 janvier 2013 fixant la composition du bureau de la commission de suivi du site SEVEAL de Ludres.....	152
Arrêté du 25 janvier 2013 autorisant les agents et mandataires du syndicat intercommunal des eaux d'Atton à pénétrer et à occuper temporairement une propriété privée.....	152
Arrêté du 28 janvier 2013 portant modification de l'arrêté préfectoral portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources du Vieil Etang par la commune d'Angomont ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau. 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	153
Arrêté du 29 janvier 2013 portant cession du droit d'eau de l'usine hydroélectrique de LACHAPELLE située sur la Meurthe au bénéfice de la CHE Lachapelle SAS.....	156
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>157</b>
Bureau de l'interministérielle.....	157
Arrêté n° 12.BI.57 du 24 janvier 2013 accordant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est.....	157
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>158</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>158</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>158</b>
Etablissements médico-sociaux.....	158
Décision n° 2013-0002 du 8 janvier 2013 autorisant les unités de diagnostic et d'évaluation (UDE) de l'autisme de Meurthe-et-Moselle sud, géré par le Centre Psychothérapique de Nancy, et Meuse sud, géré par le Centre Hospitalier Spécialisé de Fains-Veel, à redéfinir leur zone d'intervention géographique.....	158
Arrêté 2012 ARS N° 2013-0091 - DISAS/DIRECTION PA/PH n° 348 du 18 janvier 2013 autorisant la création d'un service d'accompagnement médico-social pour personnes adultes handicapées (SAMSAH) d'une capacité de 10 places adossé à un foyer d'hébergement, géré par le carrefour d'accompagnement public social (CAPS), établissement public départemental (EPD) de ROSIERES-AUX-SALINES.....	159
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....</b>	<b>160</b>
Service Produits de Santé et Biologie.....	160
Arrêté N° 2013-0092 du 18 janvier 2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) enregistrée sous le N°06.....	160
Arrêté N° 2013-0093 du 18 janvier 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation N° 54-73.....	161
<b>DIRECTION DE LA STRATEGIE.....</b>	<b>162</b>
Arrêté n° 2013-0098 en date du 22 janvier 2013 portant renouvellement d'agrément régional des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.....	162
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>162</b>
<b>DIRECTION.....</b>	<b>162</b>
Arrêté n° 01/2013 du 23 janvier 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	162
Arrêté n° 02/2013 du 23 janvier 2013 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	163
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>164</b>
Arrêté du 24 janvier 2013 accordant le statut de SCOP.....	164
<b>DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST.....</b>	<b>165</b>
Arrêté du 25 janvier 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	165
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>166</b>
<b>AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....</b>	<b>166</b>
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/483 du 2 janvier 2013 portant institution d'une association foncière dans la commune de MONTIGNY-SUR-CHIERS.....	166
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/003 du 14 janvier 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de AMENONCOURT -.....	166
Unité forêt chasse.....	167
Arrêté n° 012/2013 du 24 janvier 2013 concernant l'utilisation de sources lumineuses pour des comptages nocturnes d'animaux sauvages dans le département.....	167
<b>ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....</b>	<b>169</b>
Arrêté DDT-PECHE 2012/029 du 2 janvier 2013 instituant des réserves temporaires de pêche pour 2013 sur le domaine public fluvial dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	169
Arrêté N° 54-2012-00065-2 du 28 janvier 2013 autorisant à titre temporaire la commune de BAINVILLE-AUX-MIROIRS à entreprendre les travaux de réparation du pont de BAINVILLE-AUX-MIROIRS.....	170
Arrêté N° 54-2012-00190 du 18 janvier 2013 portant opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau au lieu-dit « Au Géron » - Commune de ROZELIEURES.....	171
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>172</b>
<b>SOLIDARITE - INSERTION.....</b>	<b>172</b>
Arrêté d'affectation des réservistes sanitaires dans le cadre du plan grand froid en date du 28 janvier 2013.....	172
Arrêté n° 3/2013 du 28 janvier 2013 relatif à l'agrément pour l'emploi d'enfants accordé à l'agence de mannequins « DANIELE MODELS AGENCY » à SAINT-MAX (54130).....	172
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>173</b>

<b>SANTE ET PROTECTION ANIMALES.....</b>	<b>173</b>
Arrêté n° 12-DDPP-120 du 22 octobre 2012 d'autorisation d'ouverture d'un établissement détenant des animaux vivants d'espèces non domestiques délivré à M. VILMIN Philippe (établissement de 1ère catégorie).....	173
Arrêté n° 12-DDPP-136 du 29 octobre 2012 d'autorisation d'ouverture d'un établissement détenant des animaux vivants d'espèces non domestiques délivré à M. WAGNER Romuald (établissement de 1ère catégorie).....	174
Arrêté n° 12-DDPP-138 du 29 octobre 2012 d'autorisation d'ouverture d'un établissement détenant des animaux vivants d'espèces non domestiques délivré à M. MASSON Jacky (établissement de 1ère catégorie).....	175
<b>DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>176</b>
Arrêté du 14 janvier 2013 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	176
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>177</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>177</b>
<b>DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....</b>	<b>177</b>
Décision 2013-T01 du 16 janvier 2013 modifiant la tarification des actes de soins dentaires et de parodontologie partiellement ou non pris en charge par la sécurité sociale, en activité externe.....	177

---

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau de la réglementation et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 23 janvier 2013 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de BRIEY - Année 2013**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Electoral, notamment les articles L.13, L.14, L.17 et R.40,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.27 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY,

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 avril 2012 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du Département qui en comportent plusieurs,

VU la demande de Monsieur le maire de BRIEY en date du 19 novembre 2012,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote dans certaines communes,

**ARRETE**

**Article 1er** : L'arrêté préfectoral du 18 avril 2012 est modifié comme suit :

BRIEY :

Dans 5 bureaux :

- 1er bureau : Mairie
- 2ème bureau : Ecole Saint Exupéry
- 3ème bureau : Ecole Louis Pergaud
- 4ème bureau : Ecole Yvonne Humbert
- 5ème bureau : Maison des citoyens

**Article 2** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Sous-Préfète de BRIEY, Monsieur le Maire de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 23 janvier 2013

La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE***Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Arrêté du 22 janvier 2013 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes de la Haute-Vezouze par ajout de la compétence « fourrière animale, exerce en lieu et place des communes membres et dans le cadre de son périmètre du service de fourrière animale » (article 4)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.23 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 1994 portant création de la communauté de communes de la Haute-Vezouze modifié par arrêtés des 10 octobre 1995, 22 avril 1997, 5 novembre 1997, 3 juillet 1998, 26 juillet 1999, 5 juillet 2000, 26 novembre 2001, 7 novembre 2002, 15 décembre 2003, 11 octobre 2004, 15 décembre 2005, 1er décembre 2006 et 08 octobre 2010 ;

VU la délibération du 29 novembre 2012 du conseil communautaire de la communauté de communes de la Haute-Vezouze portant sur le transfert de la compétence fourrière animale à la communauté de communes, complété par la délibération du 21 décembre 2012 proposant la modification de l'article 4 de ses statuts en ajoutant la compétence « fourrière animale, exerce en lieu et place des communes membres et dans le cadre de son périmètre du service de fourrière animale » ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- Cirey sur Vezouze en date du 30 novembre 2012,
- Parux en date du 03 décembre 2012,
- Petitmont en date du 21 décembre 2012,
- Saint Sauveur en date du 08 décembre 2012,
- Val et Châtilion en date du 14 décembre 2012,

approuvant la modification statutaire ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-05 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du sous-préfet de Lunéville ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 4 des statuts de la communauté de communes de la Haute-Vezouze est complété au titre de ses compétences comme suit :

« fourrière animale, exerce en lieu et place des communes membres et dans le cadre de son périmètre du service de fourrière animale »

Le reste sans changement.

**Article 2** : les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

**Article 3** : Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes de la Haute-Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 22 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## CABINET

*Bureau du cabinet***Arrêté du 12 décembre 2012 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 1er janvier 2013**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant modification du décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié, relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports,

VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports,

VU l'avis émis par la commission départementale de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports le 7 décembre 2012,

VU l'instruction ministérielle du 19 septembre 2000 relative au nouveau contingent pour chacun des échelons de la médaille de la jeunesse et des sports à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001,

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet,

**ARRETE**

**Article 1er :** La médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

- Monsieur Philippe-Michel ANDREANSKY  
52 rue de la Chiers 54400 LONGWY
- Madame Marie-France ARIES  
17 route de Mirecourt 54180 HEILLECOURT
- Monsieur Bernard BAUER  
501 bd Roland Garros 54460 LIVERDUN
- Monsieur Patrick BAQUERET  
2 lotissement les Ormes 54970 LANDRES
- Monsieur Claude BERNARDIN  
18 route de Moucourt 54370 LANEUVEVILLE-AUX-BOIS
- Madame Suzanne BONETTI  
11 rue Hayée 54640 TUCQUEGNIEUX
- Monsieur Jean-Pierre BOURGEOIS  
2 rue Paul Briquet 54300 LUNEVILLE
- Monsieur Fabrice BROGI  
3 rue Leprince Ringuet 54580 AUBOUÉ
- Monsieur Jean-Marie BUCHERT  
12 allée des Tulipes 54190 VILLERUPT
- Madame Christelle COLNOT  
8 rue du Pressoir 54210 VILLE-EN-VERMOIS
- Monsieur Ernest CONFENTE  
5 rue Georges Rolland 54910 VALLEROY
- Monsieur Raymond DENNI  
84 faubourg des 3 maisons 54000 NANCY
- Monsieur Pascal FLEURANT  
24 rue Manonpré 54280 SEICHAMPS
- Madame Fabienne GUERRIER  
5 rue Jeanne d'Arc 54150 BRIEY
- Madame Andrée GURY  
27 rue de Longwy 54870 CONS -LA -GRANDVILLE
- Monsieur Hubert JAILLON  
983 rue Gabriel Mouilleron 54200 TOUL
- Monsieur Gaston KOHLER  
32 rue de Verdun 54660 MOUTIERS
- Monsieur Basile KOHUT  
32 rue du Colonel Fabien 54580 AUBOUÉ
- Monsieur Serge LANGLARD  
5 rue des Romains 54660 MOUTIERS
- Monsieur Daniel LIBRALON  
7 rue Genraux 54580 AUBOUÉ
- Monsieur Jacques MARQUIE  
557 rue Lieutenant Ehle 54200 ECROUVES
- Monsieur Richard PAUGNON  
rue des Coteaux 54560 SANCY
- Monsieur Denis PESCE  
15 B lotissement Clos du Bois 54680 CRUSNES
- Monsieur Joseph SARNARI  
1 avenue Albert Lebrun 54190 VILLERUPT
- Monsieur Denis SELLIER  
Chemin Remy Mai 54270 ESSEY-LES-NANCY
- Madame Marie-Thérèse TILLAND  
22 rue des Pivoines 54800 CONFLANS
- Monsieur Christian VAN WEERSTH  
1 rue du Général de Gaulle 54240 JOEUF

**Article 2 :** La sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à la Ministre des Sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Nancy, le 12 décembre 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

## Bureau de la citoyenneté

**Arrêté du 17 janvier 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « FIXARIS POUSSING » à NEUVILLER-LES-BADONVILLER (54540)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU la demande d'habilitation formulée par M. Vincent POUSSING, Gérant de l'entreprise « FIXARIS POUSSING » située 4, rue du Colonel Driant à NEUVILLER-LES-BADONVILLER (54540) ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'entreprise «FIXARIS POUSSING» est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire, l'activité funéraire suivante :

- Fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de marbrerie funéraire.

**Article 2 :** Le numéro d'habilitation est le 2013-54-184.

**Article 3 :** La durée de la présente habilitation est d'un an.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le sous-préfet de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Vincent POUSSING et dont copie sera adressée au maire de NEUVILLER-LES-BADONVILLER et au directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.*

**Arrêté du 17 janvier 2013 portant retrait d'une habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « FIXARIS » à FENNEVILLER (54540)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 février 2008 portant habilitation dans le domaine funéraire, pour une durée de six ans, à l'entreprise « FIXARIS » représentée par M. Jean-Michel FIXARIS, dont le siège est situé 26 grande rue à FENNEVILLER (54540) ;

CONSIDÉRANT le courrier en date du 3 janvier 2013 par lequel M. Jean-Michel FIXARIS indique qu'il cesse son activité de marbrier funéraire et fossoyeur à compter du 31 décembre 2012 ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'habilitation dans le domaine funéraire délivrée sous le N° 96-54-29 à l'entreprise « FIXARIS » est retirée pour cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée.

**Article 2 :** L'arrêté préfectoral susvisé est abrogé.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Michel FIXARIS et dont copie sera adressée au sous-préfet de LUNEVILLE, au maire de FENNEVILLER et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.*

**Arrêté du 24 janvier 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à la « SOCIETE NOUVELLE DE POMPES FUNEBRES LEPERE » à LONGWY (54400)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-19 à L. 2223-30, R. 2223-40 à R 2223-65 et D 2223-55-1 à D 2223-55-17 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2003 portant habilitation funéraire pour une durée de 6 ans, à la « SOCIETE NOUVELLE DE POMPES FUNEBRES LEPERE » représentée par M. Philippe HILAIRET, dont le siège social est situé 48, rue de Metz à LONGWY (54400) ;

CONSIDÉRANT la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par M. Philippe HILAIRET ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps après mise en bière ;

- L'organisation des obsèques ;

- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;

- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;

- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2 :** Le numéro d'habilitation est 2003-54-148.

**Article 3 :** La durée de la présente habilitation est renouvelée pour une durée de six ans.

**Article 4 :** En application de l'article R 2223-63 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande de délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Philippe HILAIRET et dont copie sera adressée à la sous-préfète de BRIEY, au maire de LONGWY et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.*

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

### Bureau des procédures environnementales

#### **Arrêté n° 54-2011-00215 du 24 janvier 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'autorisation pour l'extension et la restauration écologique des plans d'eau lieu-dit « Etangs de Trebois » - Commune de PIENNES**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-11, R. 123-1 à R. 123-27 et R. 214-1 à R. 214-56 ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;  
VU l'accord sur dossier de déclaration des plans d'eau existants n° 54-2008-0032 du 26/11/2008 ;  
VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 07/12/2011, présenté par la commune de PIENNES représenté par Monsieur le Maire, enregistré sous le n° 54-2011-00215 et relatif à l'Autorisation pour l'extension et la restauration écologique des plans d'eau lieu-dit "Etangs de Trébois" commune de PIENNES ;  
VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 13/09/2012 au 12/10/2012 ;  
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 29/10/2012 en préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 27/10/2012 ;  
VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 13/12/2012 ;  
CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;  
CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### A R R E T E

#### Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

**Article 1er :** Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, COMMUNE DE PIENNES représenté par Monsieur le Maire est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : Autorisation pour extension et restauration écologique des plans d'eau lieu-dit "Etangs de Trébois" commune de PIENNES, cadastrés : parcelles 3 et 179 section AD (étang Nord) et parcelle 88 section X (étang Sud).

La rubrique définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Autorisation

**Article 2 :** Caractéristiques des ouvrages

Les ouvrages et travaux ont les caractéristiques suivantes :

Les plans d'eau communaux de PIENNES à vocation de loisirs sont alimentés par des eaux de remontée de nappe (effondrement minier), et de ruissellement.

Ils ne sont pas équipés d'ouvrages de trop-plein, de surverse ou de vidange.

Consistance des travaux :

- Extension de l'étang Nord. La surface de l'étang E2 est portée de 0,9 ha à environ 2,1 ha. La surface d'extension représente donc 1,2 ha.
- Extension de l'étang Sud. La surface de l'étang E1 est portée de 1,5 ha à environ 1,7 ha. La surface d'extension représente donc 0,2 ha.
- La surface totale des étangs est portée à 3,8 ha.
- Restauration des berges dégradées et abruptes des étangs E1 et E2 en les reprofilant en pente douce et aménagement de pontons pour faciliter l'accès aux étangs par les pêcheurs sur des tronçons ciblés.
- Pour protéger l'ouvrage routier, consolidation, stabilisation et reprofilage des berges des étangs E1 et E2 de part et d'autre de la route communale par des fascines d'hélophytes voire des enrochements immergés systématiquement associés avec une technique de protection végétale du talus.
- Restauration de frayères en queue d'étang E1 aux extrémités Est et Ouest.
- Création de frayère en queue d'étang E2 à l'extrémité Nord.
- Création de mares, déconnectées des eaux des étangs, dans la prairie humide et dans le boisement. Elles ne seront pas alimentées par la nappe perchée, contrairement aux étangs, mais par les eaux de pluie et le ruissellement recueillis par le fossé forestier.
- Aménagements divers concernant les voies de circulations piétonnes et de services et aire de stationnement.

#### Titre II : PRESCRIPTIONS

Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser au Service police de l'Eau Meurthe-et-Moselle.

**Article 3 :** Prescriptions générales

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales suivantes :

La qualité de l'eau doit être et maintenue suffisante pour ne pas risquer de dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines environnantes.

La destination des matières de curage devra être précisée dans un dossier de déclaration à déposer au service police de l'eau préalablement aux travaux. Les matières de curage ne devront pas être épandues sur une zone inondable. La composition des matières de curage doit être compatible avec la protection des sols et des eaux, notamment en ce qui concerne les métaux lourds et autres éléments toxiques qu'elles peuvent contenir.

Conformément à l'article L432-10 du code de l'environnement, il est interdit d'introduire dans le plan d'eau des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques ;

Conformément à l'article L432-12 du code de l'environnement, les poissons ou alevins introduits dans le plan d'eau doivent provenir d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture agréés ;

Conformément à l'article L432-2 du code de l'environnement, aucun déversement susceptible d'altérer la qualité naturelle de l'eau ne sera effectué ;

**Article 4 :** Prescriptions particulières pendant la phase travaux

Mesures mises en œuvre à l'égard des équilibres écologiques et du milieu aquatique :

4.1. Conservation des sols et des habitats

- Des aires de stockage des terres de découverte et des matériaux excavés seront définis précisément et en dehors des zones naturelles sensibles. Pour les mares situées dans les zones sensibles les terres, de déblais seront stockées temporairement sur une bâche, avant d'être réutilisées (terre végétale) pour la globalité des terrassements..

4.2. Respect des périodes de reproduction et de nidification

- Les travaux ayant un impact sur la reproduction et la nidification seront exécutés en dehors de ces périodes.

4.3. Lutte contre les plantes invasives

- Pendant les travaux de terrassements généraux, seront entrepris des actions d'atténuation du risque potentiel de dissémination des renouées du Japon.

4.4. Protection de la population piscicole

- Des filets seront installés en travers des étangs E1 et E2 pendant les terrassements et déplacés pour repousser le poisson de la zone travaillée.

4.5. Lutte contre les pollutions

- Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

- Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

- Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

**Article 5 :** Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la signature du présent arrêté.

### Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

**Article 6 :** Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

**Article 7 :** Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux.

**Article 8 :** Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

**Article 9 :** Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

**Article 10 :** Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

**Article 11 :** Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

**Article 12 :** Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 13 :** Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 14 :** Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux de la commune de PIENNES

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de PIENNES .

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 15 :** Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 16 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Sous-Préfète de l'arrondissement de BRIEY, le maire de la commune de PIENNES, le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

Nancy, le 24 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté du 24 janvier 2013 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la construction d'une unité de traitement des eaux domestiques usées sur le territoire de la commune de HOUELMONT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;  
VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372.3 du code des communes ;  
VU la directive européenne n°91/271 du 31 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, notamment son article 7 ;  
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU les délibérations du conseil municipal de Houdelmont en date du 21 février 2011, relative au choix de l'emplacement de l'unité de traitement des eaux usées domestiques, et du 26 avril 2012, autorisant le maire à engager une procédure d'expropriation pour la réalisation du projet ;  
CONSIDÉRANT que le maire de la commune de Houdelmont a sollicité, par courrier du 18 juin 2012, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de construction d'une unité de traitement des eaux usées domestiques ;  
CONSIDÉRANT que j'ai ordonné, par arrêté préfectoral du 10 septembre 2012, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet du 1er octobre au 15 octobre 2012 inclus ;  
CONSIDÉRANT l'avis défavorable à l'adoption du projet émis le 12 novembre 2012 par le commissaire enquêteur ;  
CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R.11-13 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le conseil municipal de la commune de Houdelmont a délibéré le 16 janvier 2013 au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur et sollicite du préfet la prise en compte de ses observations motivées ;  
CONSIDÉRANT après analyse du dossier soumis à enquête publique, et à la lecture des observations du public formulées pendant l'enquête, des conclusions du commissaire-enquêteur et de l'avis émis par le conseil municipal le 16 janvier 2013 sur ce projet, que les avantages du projet l'emportent sur ses inconvénients ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les travaux nécessaires à la construction d'une unité de traitement des eaux usées domestiques sur le territoire de la commune de Houdelmont sont déclarés d'utilité publique.

**Article 2 :** La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit de la commune de Houdelmont.

**Article 3 :** L'acquisition par la commune de Houdelmont des parcelles nécessaires à la réalisation du projet visé à l'article 1er du présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation.

**Article 4 :** L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Houdelmont pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs, et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :** La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Houdelmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à :

- M. le Président du Tribunal administratif de Nancy ;
  - M. Guillaume FOTRÉ – commissaire-enquêteur ;
  - M. le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, service police de l'eau.
- Nancy, le 24 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté complémentaire n° 2012-518 bis du 24 janvier 2013 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site de la société SITA France Déchets à JEANDELAINCOURT et MOIVRONS**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2-1, L. 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;  
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-518 en date du 23 août 2012 portant création de la commission de suivi de site (CSS) de la société SITA France Déchets située sur le territoire des communes de JEANDELAINCOURT et de MOIVRONS ;  
CONSIDÉRANT que les membres du bureaux des collèges « administrations », « exploitant » et « salariés protégés des installations » ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la CSS qui a eu lieu le 9 octobre 2012 ;  
VU la lettre du 17 octobre 2012 de l'association Moivrons Environnement ainsi que les lettres des 23 et 24 octobre 2012, ainsi que le courriel du 12 novembre 2012 des mairies de Jeandelaincourt et de Moivrons, par lesquels les membres des collèges « associations de protection de l'environnement » et « collectivités territoriales » de la commission ont fait connaître leurs propositions à l'issue du délai qui leur avait été accordé pour procéder aux désignations réglementaires ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2012-518 du 23 août 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société SITA France Déchets à JEANDELAINCOURT et MOIVRONS est complété ainsi qu'il suit :

Le bureau est composé :

Collège « administrations de l'Etat »

- La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant

Collège « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale »

- M. le maire de JEANDELAINCOURT

Collège « exploitant »

- M. le directeur de la société SITA France Déchets,

Collège « riverains et associations de protection de l'environnement »

- M. le président de l'association Moivrons Environnement ,

Collège « salariés »

- M. Mickaël PONCE, élu délégué du personnel,

**Article 2 :** Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.  
Nancy, le 24 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### Arrêté du 24 janvier 2013 fixant la composition du bureau de la commission de suivi du site SEVEAL de Ludres

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 125-2-1, L 515-8, L515-15, R 125-8-1 à R 125-8-5, D.125-29 à D.125-34 ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;  
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;  
VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2012 portant création de la commission de suivi du site de Sévéal de Ludres et notamment son article 3-3 ;  
CONSIDÉRANT que le président et les membres du bureau ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission de suivi du site qui a eu lieu le 29 novembre 2012 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**Article 1er :** L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2012 portant création de la commission de suivi du site SEVEAL à Ludres est complété ainsi qu'il suit :

La commission est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

Le bureau est composé de :

Collège « administrations de l'État »

- La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ou son représentant, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

Collège « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale »

- M. Jean-Daniel KIELISZEK, président délégué à la communauté urbaine du grand Nancy

Collège « exploitant »

- M. Philippe ANDRY, société SEVEAL, responsable QSHE,

Collège « riverains et associations de protection de l'environnement »

- M. Yves BERTHO, société Véolia Propreté

Collège « salariés »

- M. Nicolas BRENON, société SEVEAL, membre du CHSCT

**Article 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission de suivi du site et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### Arrêté du 25 janvier 2013 autorisant les agents et mandataires du syndicat intercommunal des eaux d'Atton à pénétrer et à occuper temporairement une propriété privée

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code pénal, et notamment les articles 322-2 et 433-1 ;

VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU la loi n° 374 du 6 juillet 1943 modifiée relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n°65 du 27 janvier 2010 autorisant les agents et mandataires du syndicat intercommunal des eaux d'Atton à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées afin que soient réalisées des études de sondage pour le projet de réalisation d'un puits dans les alluvions de la Moselle ;

VU l'arrêté n° 128 du 22 mars 2011 autorisant les agents et mandataires du syndicat intercommunal des eaux d'Atton à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées afin que soient réalisées les essais de pompages d'un puits d'eau destinée à la consommation humaine dans les alluvions de la Moselle ;

CONSIDÉRANT que le syndicat intercommunal des eaux d'Atton exploite actuellement un seul puits dont la qualité de l'eau s'est dégradée nécessitant ainsi un traitement de filtration avant d'être délivrée à la population ;

CONSIDÉRANT que l'alimentation en eau potable des populations desservies par le syndicat intercommunal est susceptible d'être fragilisée en cas de défaillance du puits actuellement exploité ;

CONSIDÉRANT que le syndicat intercommunal des eaux (SIE) d'Atton fonde par conséquent le projet de réaliser un nouveau puits afin d'améliorer la qualité de l'eau captée et la sécurité de son approvisionnement ;

CONSIDÉRANT que le SIE s'est vu délivrer, en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, un récépissé de déclaration portant sur la réalisation d'un puits dans les alluvions de la Moselle à Atton ;

CONSIDÉRANT que le rapport établi le 14 mai 2009 par l'Association scientifique pour la géologie et ses applications définit l'emplacement et la nature des travaux de réalisation de ce puits ;

CONSIDÉRANT que le SIE a sollicité auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle – par délibération du 22 septembre 2011 – la déclaration d'utilité publique du puits dénommé « puits n°3 d'Atton » ;

CONSIDÉRANT que le SIE sollicite, par courrier du 24 janvier 2013, l'autorisation de pénétrer et d'occuper temporairement une propriété privée dans l'attente de la mise en place des périmètres de protection du puits n°3 et afin d'équiper le forage existant et de le relier aux différents réseaux ;

CONSIDÉRANT que le SIE a été autorisé, par arrêtés préfectoraux du 27 janvier 2010 et du 22 mars 2011 précités, à pénétrer et occuper temporairement différentes parcelles en vue de réaliser un forage notamment dans le cadre des études préalables à la réalisation de ce projet public ;

CONSIDÉRANT que les travaux nécessaires à l'équipement du forage justifient la demande présentée par le syndicat intercommunal des eaux d'Atton le 24 janvier 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er :** Les agents du syndicat intercommunal des eaux d'Atton, ainsi que les agents des entreprises placées sous son ordre, sont autorisés, sous réserves des droits des tiers, à pénétrer et à occuper temporairement la parcelle mentionnée ci-après afin de réaliser les travaux nécessaires à l'équipement du forage du puits dénommé « puits n°3 » à Atton. Ces travaux consistent, d'une part, à équiper le forage existant par la mise en place d'une pompe notamment et, d'autre part, à relier ce forage aux différents réseaux (eau et électricité).

A cet effet, les agents précités pourront pénétrer dans les propriétés publiques ou privées, closes ou non closes, sauf à l'intérieur des maisons d'habitation et dans les bois soumis au régime forestier.

Les travaux nécessaires à l'équipement du forage du puits n° 3 à Atton peuvent être effectués sur la parcelle énumérée ci-après appartenant à Mme COLIN Brigitte Andrée Jeanne née HANRIOT : Section ZH n° 16 de la commune d'Atton.

L'extrait du plan cadastral de cette parcelle est joint au présent arrêté.

**Article 2 :** Chaque agent chargé des études et travaux dans ce cadre sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

**Article 3 :** Dans les propriétés closes, l'introduction des agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892 précitée.

**Article 4 :** Le maire, la gendarmerie, les gardes-champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants de la commune sont invités à prêter aide et assistance en tant que de besoin aux agents effectuant les études et travaux.

Conformément aux dispositions de l'article 433-11 du code pénal, il est interdit de troubler, de quelque manière que se soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés dans ce cadre.

**Article 5 :** Tout dommage causé aux propriétaires, champs et récoltes par les travaux désignés ci-dessus sera réglé, à défaut d'accord amiable, entre l'intéressé et l'opérateur, par le tribunal administratif, dans les conditions prévues aux dispositions du code de justice administrative.

Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires par les agents chargés des études et travaux seront à la charge du syndicat intercommunal des eaux d'Atton.

Toutefois, il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie, avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il n'ait pas été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

**Article 6 :** La présente autorisation est valable pour une durée de 18 mois à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et d'affichage dans la commune d'Atton.

Aux frais du syndicat intercommunal des eaux d'Atton, le maire d'Atton est expressément chargé de notifier le présent arrêté aux propriétaires et aux locataires des immeubles concernés.

**Article 7 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du syndicat intercommunal des eaux d'Atton, le maire d'Atton ainsi que le colonel – commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle – sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 25 janvier 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 28 janvier 2013 portant modification de l'arrêté préfectoral portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources du Vieil Etang par la commune d'Angomont ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau. 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le code forestier et notamment les articles R.412-19 à R.412-27 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;  
 VU la délibération du conseil municipal d'Angomont du 15 novembre 2005 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources du Vieil Etang à Angomont ;  
 VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique du 12 janvier 2012 préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation par captage et d'établissement des périmètres de protection des sources du Vieil Etang sur et par la commune d'Angomont ;  
 VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête parcellaire du 31 mai 2012 en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire de la commune d'Angomont ;  
 VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 10 octobre 2007 ;  
 VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement délivré à la commune d'Angomont le 20 août 2010 ;  
 VU les avis du commissaire enquêteur du 05 mars 2012 sur l'enquête publique et du 02 octobre 2012 sur l'enquête parcellaire ;  
 VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 13 décembre 2012 ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 déclarant d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux par captage des sources du Vieil Etang par la commune d'Angomont, établissant les périmètres de protection de ces points d'eau et portant autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;  
 CONSIDERANT que l'article 10 de l'arrêté du 8 janvier 2013 relatif aux prescriptions applicables à l'intérieur des périmètres de protection comporte plusieurs erreurs matérielles qu'il convient de rectifier ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'article 10 relatif aux prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (PPR) est modifié comme suit :  
 A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

**10.1 - Travaux souterrains**

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.1.1</b> La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p><b>10.1.2</b> L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus d'un mètre de profondeur excepté celles nécessaires au passage des canalisations d'adduction d'eau potable et des gaines techniques.</p> <p><b>10.1.3</b> L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p> <p><b>10.1.4</b> La réalisation de mares et d'étangs.</p> <p><b>10.1.5</b> Tout remblai n'étant pas de nature strictement inerte.</p>	<p><b>10.1.6</b> Tout sondage de reconnaissance doit être réalisé dans les règles de l'art afin d'empêcher la mise en relation de formations aquifères (sus- ou sous-jacentes) avec la nappe d'eau exploitée. Il sera recimenté lorsque son usage aura cessé.</p> <p><b>10.1.7</b> Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe (contrôlé au préalable avant mise en œuvre).</p> <p><b>10.1.9</b> L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus d'un mètre de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.</p>

**10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse**

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.2.1</b> L'installation d'ouvrages de transport et de dépôt/stockage d'hydrocarbures et de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.</p> <p><b>10.2.2</b> Les stockages de produits destinés aux cultures (voir rubriques 10.3 et 10.4).</p>	

**10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires**

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.3.1</b> Le stockage de produits phytosanitaires excepté dans les locaux dédiés conformes à la réglementation en vigueur et existants à la date de signature du présent arrêté.</p> <p><b>10.3.2</b> La préparation de bouillies de traitement et le remplissage du pulvérisateur excepté sur une aire de remplissage conforme à la réglementation en vigueur et existante à la date de signature du présent arrêté</p> <p><b>10.3.3</b> La vidange de fonds de cuve de produits phytosanitaires.</p> <p><b>10.3.4</b> L'épandage de tout produit phytosanitaire.</p>	<p><b>10.3.5</b> Les locaux de stockage existants à la date de signature du présent arrêté sont mises aux normes conformément à la réglementation, afin d'empêcher toute pollution du sol.</p> <p><b>10.3.6</b> Les aires de remplissage sont aménagées à proximité des locaux de stockage des produits phytosanitaires. Elles sont étanches, équipées d'un dispositif de rétention et pourvues d'un point d'eau sécurisé empêchant toute contamination du réseau par phénomène de retour d'eau.</p>

**10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés**

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.4.1</b> Le stockage d'engrais azotés organiques ou de synthèse, y compris fumier, excepté dans les hangars dédiés conformes à la réglementation en vigueur et existants à la date de signature du présent arrêté.</p> <p><b>10.4.2</b> L'épandage d'engrais et amendements azotés.</p> <p><b>10.4.3</b> L'épandage de boues de station d'épuration.</p> <p><b>10.4.4</b> L'épandage de boues industrielles.</p> <p><b>10.4.5</b> L'épandage de produits liquides : purin, lisier, fumier peu pailleux ou fumier de raclage et jus d'ensilage.</p>	<p><b>10.4.6</b> Les lieux de stockage d'engrais azotés organiques ou de synthèse, y compris fumier, sont conçus conformément à la réglementation afin d'empêcher toute pollution.</p>

**10.5 - Eaux usées et eaux pluviales**

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.5.1</b> L'implantation d'ouvrages de transport, de traitement, d'épandage ou d'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, brutes ou épurées.</p> <p><b>10.5.2</b> Les rejets d'eaux usées domestiques.</p> <p><b>10.5.3</b> Les stockages d'effluents domestiques collectifs.</p> <p><b>10.5.4</b> Les stations d'épuration, le lagunage et les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées.</p> <p><b>10.5.5</b> Les rejets et le stockage d'eaux usées et d'effluents industriels.</p> <p><b>10.5.6</b> Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains et les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p> <p><b>10.5.7</b> L'infiltration des eaux de ruissellement en provenance des aires, voies de circulation et aires de stationnement.</p> <p><b>10.5.8</b> Les rejets d'effluents agricoles.</p>	

**10.6 - Constructions**

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.6.1</b> Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable.</p> <p><b>10.6.2</b> La création de cimetières</p> <p><b>10.6.3</b> Les installations classées</p> <p><b>10.6.4</b> Les silos produisant des jus de fermentation.</p> <p><b>10.6.5</b> Les bâtiments d'élevage et d'engraissement.</p>	

**10.7 - Activités agricoles**

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.7.1</b> Le pacage des animaux</p> <p><b>10.7.2</b> Tout aménagement favorisant le regroupement des animaux (abreuvoirs, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite...) et ne permettant pas le maintien du couvert végétal.</p> <p><b>10.7.3</b> La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté.</p> <p><b>10.7.4</b> La suppression des talus, des haies, des bandes enherbées et des surfaces boisées.</p> <p><b>10.7.5</b> Le maraîchage, les serres et pépinières, à l'exception du jardinage à usage unifamiliale.</p> <p><b>10.7.6</b> Le drainage de terres agricoles.</p>	<p><b>10.7.7</b> Les bâtiments d'élevage existants à la date de signature du présent arrêté devront être conformes à la réglementation en vigueur. Les sols devront être totalement étanches et les bâtiments devront disposer d'un système d'assainissement garantissant l'absence d'infiltration d'effluents ou autres dans le sous-sol. Les stockages éventuels existants se feront sur aire étanche. (voir rubriques 10.3 et 10.4)</p> <p><b>10.7.8</b> Dans la mesure du possible, on poursuivra la politique de maintien d'un maximum de surface en herbe sur le périmètre rapproché. En aucun cas de nouveaux labours seront créés.</p>

**10.8 - Activités forestières**

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.8.1</b> Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier.</p> <p><b>10.8.2</b> Les coupes à blanc à moins de 100 m des captages excepté en cas de dépérissement forestier (voir activités réglementées).</p> <p><b>10.8.3</b> Le débardage à moins de 100 m des captages.</p> <p><b>10.8.4</b> La création de pistes forestières à moins de 100 m des captages.</p> <p><b>10.8.5</b> La création de cloisonnements d'exploitation sylvicole ces derniers étant aménagés provisoirement pour le débardage, à moins de 50 mètres des captages.</p> <p><b>10.8.6</b> Les aires de stockage de grumes à moins de 200 mètres des captages.</p> <p><b>10.8.7</b> Le traitement phytosanitaire à l'aide de produits fertilisants et d'accélérateurs de croissance, excepté en cas de force majeure lorsque le peuplement forestier est menacé (voir activités réglementées).</p> <p><b>10.8.8</b> Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois).</p>	<p><b>10.8.9</b> En cas de force majeure, le traitement par produits phytosanitaires et phytocides n'est permis sur une courte période qu'après déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires et information de la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé du/des produit(s) utilisé(s) et la zone concernée.</p> <p><b>10.8.10</b> En cas de très mauvaise qualité ou de mauvais état sanitaire des peuplements, de dépérissement forestier ou de chablis, constatés par les services forestiers de l'Etat, la coupe à blanc sera autorisée. Dans ce cas, l'autorité sanitaire devra en être préalablement avertie.</p> <p><b>10.8.11</b> L'utilisation d'huiles biodégradables (huiles hydrauliques et huiles de chaîne de tronçonneuse) est exigée pour les travaux forestiers en périmètre de protection rapprochée.</p> <p><b>10.8.12</b> Tout incident ou accident (renversement d'engin, rupture de réservoir, carter, etc) susceptible d'entraîner une pollution est signalé à la commune.</p>

10.9 - Voies de circulation	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.9.1</b> La construction de voie ferroviaire, de voie navigable, et d'aires de stationnement.</p> <p><b>10.9.2</b> Le traitement chimique des aires de stationnement, voies routières et ferrées par épandage de produits.</p>	<p><b>10.9.3</b> Les travaux visant sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes pour la couche de forme et de ne pas réaliser de couche de roulement en enrobés bitumeux.</p> <p><b>10.9.4</b> Toute voirie, chemin d'exploitation existant ou futur ne devra pas constituer de risques particuliers pour les eaux souterraines (eaux stagnantes, risque accidentel de déversement...).</p> <p><b>10.9.5</b> Les chemins ruraux ou forestiers seront réglementés avec accès limité aux seuls véhicules à moteur nécessaires aux riverains, à l'exploitation de la forêt, des installations liées aux captages et au réseau AEP (alimentation en eau potable) et aux bénéficiaires des lots de chasse (ayant droit).</p>
10.10 - Activités de loisir	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.10.1</b> Toute action susceptible d'attirer le gibier (aires d'affouragement et d'agrainage...) à moins de 100 m des captages.</p> <p><b>10.10.2</b> Toute création et tout entretien de souilles artificielles.</p> <p><b>10.10.3</b> L'utilisation de produits répulsifs contenant des molécules de synthèse.</p> <p><b>10.10.4</b> Les campings, caravanings et annexes.</p> <p><b>10.10.5</b> La création de terrain de golf.</p> <p><b>10.10.6</b> La pratique des sports mécaniques (moto-cross, véhicules tout-terrain, quad...)</p>	

**Article 2 - Publicité**

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie de la commune d'Angomont pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune d'Angomont conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

**Article 3 - Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

**Article 4 - Diffusion**

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Bureau des recherches géologiques et minières de Lorraine,
- à la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- à l'Office national des forêts de Lorraine,
- au Centre régional de la propriété forestière de Lorraine-Alsace,
- à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,
- au Président du Tribunal administratif de Nancy
- au Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle
- au Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle

**Article 5 - Exécution**

Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine, le Directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le Maire de la commune d'Angomont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

### Arrêté du 29 janvier 2013 portant cession du droit d'eau de l'usine hydroélectrique de LACHAPELLE située sur la Meurthe au bénéfice de la CHE Lachapelle SAS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.211-1 à L.211-12, L. 214-1 à L. 214-6, R. 214-1 et suivants ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le Code civil;

Vu le Code de l'énergie

VU le décret le décret n°-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 91-327 du 25 mars 1991 portant classement de la rivière Meurthe, département de Meurthe-et-Moselle en application de l'article L.232-6 du Code Rural ;

VU le décret modifié n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
VU l'arrêté préfectoral SGAR n° 2009-523 du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;  
VU la pétition en date du 19 octobre 1994 par laquelle le gérant de la S.N.C LACHAPELLE demande l'autorisation de disposer de l'énergie hydraulique de la rivière Meurthe pour la mise en jeu d'une entreprise sur le territoire la commune de LACHAPELLE et destinée à la production électrique en vue de sa revente à E.D.F. ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 1996 portant autorisation du droit d'eau de l'usine hydroélectrique située sur la Meurthe à LACHAPELLE ;  
VU la demande en date du 7 septembre 2012 de cession du droit d'eau au bénéfice de la CHE Lachapelle SAS, demeurant 5, Allée de Longchamp – Technopole de Brabois – 54600 Villers-les-Nancy ;  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**ARRETE****Article 1er : AUTORISATION DE DISPOSER DE L'ENERGIE**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 1996 est modifié comme suit :

"La CHE Lachapelle SAS est autorisée dans les conditions du présent règlement, et pour une durée de 40 ans, à disposer de l'énergie de la rivière Meurthe pour l'exploitation d'une usine hydroélectrique située sur le territoire de la commune de LACHAPELLE(département de Meurthe-et-Moselle), au code hydrologique A 621 010 A, point kilométrique hydrographique 907,21. Cette usine est destinée à la production d'électricité et à sa vente à E.D.F.

La puissance maximum brute de l'entreprise est fixée à 481,9 kw."

Le reste sans changement

**Article 2 : RESERVE DES DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 3 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent selon les conditions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Si la mise en service des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) n'est pas intervenue dans les six mois, ces délais sont prolongés de 6 mois.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 4 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'Etat. Il sera consultable sur le site internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de un an au moins en application de l'article R.214-19 du Code de l'environnement.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de la commune de LACHAPELLE.

**Article 5 : EXECUTION DE L'ARRETE**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Copie pour information sera adressée :

- au sous-préfet de Lunéville ;
- au maire de LACHAPELLE ;
- au Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- au Chef du Service Navigation du Nord-Est ;
- au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;
- à Monsieur le Délégué Régional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
- à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques.

Nancy, le 29 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité***Arrêté n° 12.BI.57 du 24 janvier 2013 accordant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'Aviation civile ;  
VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret n°60-652 du 28 juin 1960 modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-201 du 28 février 2005 portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'Aviation civile ;  
VU le décret n°97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2008-1299 du 11 décembre 2008 portant création de la direction de la sécurité de l'Aviation civile ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 19 décembre 2008 portant organisation de la direction de la sécurité de l'Aviation civile ;  
VU l'arrêté ministériel du 23 septembre 2010 nommant M. Gérard LEFEVRE ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est à compter du 11 octobre 2010 ;  
VU la décision du 12 janvier 2009 portant organisation de la direction de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Délégation de signature est accordée à M. Gérard LEFEVRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est, en vue :

- 1) de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1<sup>er</sup> du code de l'Aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
- 2) de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
- 3) de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
- 4) de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
- 5) de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
- 6) de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;
- 7) de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
- 8) de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
- 9) de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;
- 10) de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
- 11) d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
- 12) de délivrer les autorisations d'accès au côté piste des aérodromes ;
- 13) de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

**Article 2 :** M. Gérard LEFEVRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 3 :** Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 4 :** L'arrêté préfectoral n°11.BI.92 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est, est abrogé.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 24 janvier 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**  
**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**  
**DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Etablissements médico-sociaux*

**Décision n° 2013-0002 du 8 janvier 2013 autorisant les unités de diagnostic et d'évaluation (UDE) de l'autisme de Meurthe-et-Moselle sud, géré par le Centre Psychothérapique de Nancy, et Meuse sud, géré par le Centre Hospitalier Spécialisé de Fains-Veel, à redéfinir leur zone d'intervention géographique**

**N° FINESS de l'UDE M-&-Moselle sud : 54 001 5468**

**N° FINESS de l'UDE Meuse sud : 55 000 2109**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la loi n° 2005-102 du 11/02/2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la loi hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles L313-1 à L313-10 ainsi que les articles R313-1 à R313-10 ;

VU l'annexe XXIV au décret n° 89-798 du 27 octobre 1989 relative aux conditions techniques d'autorisation des établissements et services prenant en charge des enfants ou adolescents présentant des déficiences intellectuelles ou inadaptés ;

VU la Circulaire AS/EN n° 95-12 du 27 avril 1995 relative à la prise en charge thérapeutique, pédagogique et éducative et à l'insertion sociale des enfants, adolescents et adultes atteints d'un syndrome autistique ;

VU la circulaire ministérielle DGAS/Dir n°572 du 11 décembre 2003 relative aux modalités d'application des articles R 313-1 à R 313-10 ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2939 du 19 décembre 2005 autorisant la création du centre ressources sur l'autisme de Lorraine au centre psychothérapique de Nancy – Laxou ;

VU le courrier du directeur du centre psychothérapique de Nancy en date du 16 mai 2012 qui confirme l'avis favorable du projet de transfert au CPN de l'antenne du Centre Ressources Autisme implantée à Toul ;

VU le courrier du directeur adjoint du centre hospitalier spécialisé de Fains-Veel du 22 novembre 2012 qui précise la localisation des sites principal et secondaire ;

CONSIDERANT le choix des deux équipes médico-sociales du Toulousain (CPN Laxou - CMP Pédopsychiatrique de TOUL et de l'IME Georges Finance Toul) et du Sud Meusien (CHS FAINS-VEEL, IME VASSINCOURT et EPDAMS « La Fédération ») à ne plus opter pour une fusion administrative, budgétaire et fonctionnelle et à conserver leur spécificité ;

CONSIDERANT la démarche des pouvoirs publics préconisant le développement des réponses cohérentes en matière d'autisme concernant le dépistage et le diagnostic précoce ;  
 CONSIDERANT que cette modification et redéfinition de zone d'intervention géographique s'inscrit dans le cadre du dispositif régional médico-social de ressources de l'autisme ;  
 CONSIDERANT qu'aucun moyen financier supplémentaire n'est attribué ;  
 SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'ARS de Lorraine ;

**DECIDE**

**Article 1er** : Le centre psychothérapique de Nancy (FINESS n° 54 000 0056) – situé 1, rue du Dct Archambault 54520 Laxou – est autorisé à redéfinir son dispositif médico-social de ressources sur l'autisme en rattachant l'antenne du Toulinois (initialement rattachée à l'UDE n° 3 Meuse sud) à l'unité de diagnostic et d'évaluation Meurthe-et-Moselle sud (UDE n° 4) du centre de ressources autisme (CRA) – situé 1, rue du Dct Archambault 54520 Laxou.

Le siège principal de l'UDE n°3 Meuse sud sera situé au centre hospitalier spécialisé Fains-Veel (FINESS n° 55 000 0095) – 36, route de Bar 55000 Fains-Veel – et le site secondaire sera situé rue du Clos l'Hospice 55200 Commercy.

**Article 2** : L'unité de coordination régionale du CRA de Lorraine est répartie en cinq unités de diagnostic et d'évaluation (UDE) définies comme suit :

- UDE n° 1 : Lorraine nord,
- UDE n° 2 : Moselle est,
- UDE n° 3 : Meuse sud,
- UDE n° 4 : Meurthe-et-Moselle sud (comprenant l'antenne du Toulinois),
- UDE n° 5 : Vosges.

*Caractéristique des UDE :*

Catégorie d'établissement	Disciplines	Modes de fonctionnement	Catégories de clientèle
<b>461</b> – centre ressources	<b>411</b> – évaluation des situations des personnes	<b>21</b> – accueil de jour	<b>437</b> – autistes

**Article 3** : Cette décision prendra effet à compter du 01 janvier 2013.

**Article 4** : En application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 19 mai 2006 pour l'UDE n° 3 et du 19 décembre 2005 pour l'UDE n°4.

Les renouvellements des autorisations sont subordonnés aux résultats des évaluations externes mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 312-8 du même code.

**Article 5** : Ces nouvelles caractéristiques devront être répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS).

**Article 6** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication devant le tribunal administratif de Nancy situé : 5, place Carrière - 54036 NANCY.

**Article 7** : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et Meuse.

Nancy, le 8 janvier 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Directeur Général Adjoint,  
 Marie-Hélène MAITRE

**Arrêté 2012 ARS N° 2013-0091 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 348 du 18 janvier 2013 autorisant la création d'un service d'accompagnement médico-social pour personnes adultes handicapées (SAMSAH) d'une capacité de 10 places adossé à un foyer d'hébergement, géré par le carrefour d'accompagnement public social (CAPS), établissement public départemental (EPD) de ROSIERES-AUX-SALINES**

**N° FINESS de l'établissement** : en cours de délivrance

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
 Le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle,

VU la loi hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.312-1 à 7 et L.313-1 à 9 ;

VU la demande présentée par le CAPS qui a reçu un avis favorable émis par le CROSMS de Lorraine en sa séance du 06 avril 2010 ;

VU l'instruction N° DGCS/SD3A/2012/64 du 3 février 2012 relative à la mise en œuvre du schéma national pour les handicaps rares ;

VU l'évolution du projet déposé initialement par le CAPS élargissant d'une part le ressort géographique des futurs résidents d'autre part leur profil ;

VU la notification CNSA du 17 juillet 2012, validée par le CNP du 13 juillet, relative au développement de l'offre médico-sociale du schéma national handicaps rares ;

VU l'arrêté N°347 autorisant la création du foyer d'hébergement avec Service d'Accompagnement Médico-Social pour personnes adultes handicapées en du 28/12/2012

CONSIDERANT que la demande répond à un besoin de la population ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement est compatible avec les crédits inscrits dans la dotation régionale limitative (DRL) ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement du foyer d'hébergement pour le Département de Meurthe et Moselle, est d'ores et déjà couvert par la dotation globale de financement attribuée au CAPS dans le cadre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu le 21 janvier 2011 et modifié par avenant en date du 29 octobre 2012.

SUR PROPOSITION du délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine et de la directrice générale adjointe aux solidarités du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le carrefour d'accompagnement public social (caps), établissement public départemental (EPD) situé 4, rue Léon Parisot – 54110 Rosières-aux-Salines est autorisé à créer un service d'accompagnement médico-social pour personnes adultes handicapées (SAMSAH) d'une capacité de 10 places pour personnes porteuses du syndrome de PRADER WILLI ou présentant des troubles du comportement alimentaire et des troubles du comportement ou atteintes d'obésité syndromique et porteuses de handicap, adossé à un foyer d'hébergement, situé rue Marie 54110 Dombasle-sur-Meurthe et ce, conformément aux éléments inscrits dans le tableau ci-dessous :

Catégorie d'établissement	Disciplines	Modes de fonctionnement	Catégories de clientèle	Nbre de places
<b>445</b> – service d'accompagnement médico-social pour personnes adultes handicapées (SAMSAH)	<b>510</b> – accompagnement médico-social pour adultes handicapés	<b>16</b> – prestation en milieu ordinaire	<b>120</b> – déficience intellectuelle avec troubles associés	<b>10</b>

Dans l'attente de la construction du foyer, le service sera situé au siège du CAP's 4, rue Léon Parisot – 54110 Rosières-aux-salines.

**Article 2 :** L'autorisation visée à l'article 1 est accordée pour une durée de quinze ans à compter de la date du présent arrêté.

**Article 3 :** La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1 ne pourra être effective qu'après la constatation du résultat positif de la visite de conformité prévue à l'article L 313-6 et selon les formes prévues aux articles D 313-11 et suivants du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Ces nouvelles caractéristiques devront être répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication devant le tribunal administratif de Nancy situé : 5, place Carrière - 54036 NANCY.

**Article 6 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine et la directrice générale adjointe aux solidarités du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Le 18 janvier 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,  
Claude d'HARCOURT

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,  
Michel DINET

## DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

### Service Produits de Santé et Biologie

#### Arrêté N° 2013-0092 du 18 janvier 2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) enregistrée sous le N°06

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012-2668 du 8 janvier 2013 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Claude d'HARCOURT Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-0385 du 2 Mai 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST », enregistrée sous le n°06, dont le siège social se situe 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) ;

CONSIDERANT le dossier présenté le 17 septembre 2012 par la SELAS « laboratoire SIEST et complété le 25 octobre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- L'ouverture d'un nouveau site, ouvert au public, sis 4 RD 657 – 54700 Pont à Mousson,
- La fermeture du site, ouvert au public, sis 9 rue Fabvier - 54700 Pont à Mousson,
- L'agrément de la société MPA FINANCES SARL en qualité de nouvelle associée ;

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2012-0385 du 2 mai 2012 susmentionné, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE SIEST »

Siège social : 248, avenue Henri Dunant

54700 PONT A MOUSSON

Forme juridique : Société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS)

Sites exploités :

La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « LABORATOIRE SIEST » agréée sous le n° 06 exploite, à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (57100) inscrit sous le n° 54-73 et implanté sur les cinq sites ci-dessous :

- 248, Avenue Henri Dunant - 54700 PONT-A-MOUSSON,
- 4 RD 657 - 54700 PONT-A-MOUSSON,
- 3, rue des Aulnois – 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE,
- 31, rue Clemenceau – 57185 CLOUANGE,
- 29, rue Saint-Laurent – 54702 PONT-A-MOUSSON.

Biologistes coresponsables :

- Madame Anne DOLEANS-SIEST, biologiste médical, médecin,
- Madame Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, pharmacien.

Biologiste médical :

- Madame Audrey BARBIER, biologiste médical, pharmacien.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif compétent – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Préfet de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « Laboratoire SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,

et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine, Meurthe et Moselle et Moselle.

Pour le Préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,  
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

**Arrêté N° 2013-0093 du 18 janvier 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation N° 54-73**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2012-0386 du 2 Mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) ;

VU l'arrêté n°2013-0092 du 18 Janvier 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiées SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700), enregistrée sous le n° 06 ;

CONSIDERANT le dossier présenté le 17 septembre 2012 par la SELAS « laboratoire SIEST » et complété le 25 octobre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

L'ouverture d'un nouveau site, ouvert au public, sis 4 RD 657 – 54700 Pont à Mousson

La fermeture du site, ouvert au public sis 9 rue Fabvier - 54700 Pont à Mousson

CONSIDERANT la visite en date du 17 Janvier 2012, préalable à l'ouverture d'un nouveau site, sis 4RD 657 à Pont-à-Mousson (54700), par les PHISP et inspecteur en ARS,

**ARRETE**

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « laboratoire SIEST » (FINESS Juridique :540020989) dont le siège social est situé 248 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700), est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-73 sur les 5 sites suivants, ouverts au public :

1. 248, Avenue Henri Dunant à PONT-A-MOUSSON (54700)

N° FINESS Etablissement : 540020997

Biologiste présent : Mme Anne DOLEANS-SIEST

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 13h45 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

2. 29, rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON (54700)

N° FINESS Etablissement : 540021003

Biologiste présent : Mme Françoise CAUTAIN

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h, le samedi de 7h à 13h.

3. 3, rue des Aulnois à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530)

N° FINESS Etablissement : 540021029

Biologiste présent : Mme Adeline SCHIRRA

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h30 à 17h00, le samedi de 7h30 à 12h.

4. 31, rue Clémenceau à CLOUANGE (57185)

N° FINESS Etablissement : 570025262

Biologiste présent : M. Jean-Luc SALLERIN

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, immuno-analyse, hématologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

5. 4 RD 657 à PONT-A-MOUSSON (54700)

N° FINESS Etablissement : 540021011

Biologistes présents : Mme Audrey BARBIER et Mme Marie-Madeleine GALTEAU

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, médicaments, immuno-analyse, hématologie, hémostase, Groupe RAI.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h, le samedi de 7h à 13 h.

Permanence d'activité en dehors des heures d'ouvertures au public

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Mme Anne DOLEANS-SIEST, biologiste médical, médecin,
- Mme Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,
- Mme Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,
- M Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien,
- Mme Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical seront assurées par :

- Mme Audrey BARBIER, biologiste médical, pharmacien.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « LABORATOIRE SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
  - Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Section G) ;
  - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
  - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
  - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Lorraine, Moselle et de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

---

## DIRECTION DE LA STRATEGIE

### **Arrêté n° 2013-0098 en date du 22 janvier 2013 portant renouvellement d'agrément régional des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.1114-1 et R.1114-1 à R. 1114-16 ;

VU les avis de la Commission nationale d'agrément réunie le 18 décembre 2012,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** A obtenu le renouvellement de son agrément au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans, l'association suivante :

ASSOCIATION LORRAINE DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES ET APNEIQUES DU SOMMEIL (ALIRAS)

**Article 2 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 22 janvier 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

---

## **DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**

### **DIRECTION**

#### **Arrêté n° 01/2013 du 23 janvier 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine**

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 14 septembre 2012 nommant Mme Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012, complété par l'arrêté préfectoral n° 12.BI.42 en date du 22 août 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-2389 du 01 octobre 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-87 en date du 25 juin 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2012/1036 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté interministériel du 01 août 2012 portant nomination de M. Jean de ZELICOURT sur l'emploi de Responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » de la DIRECCTE Lorraine ;  
VU l'arrêté interministériel du 20 août 2012 portant nomination de M. Christian JEANNOT Directeur Régional Adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Lorraine ;  
VU l'arrêté interministériel du 21 août 2012 portant nomination de Mme Marie-France RENZI Directrice Régionale Adjointe, chargée des fonctions de Responsable du pôle Politique du Travail de la DIRECCTE Lorraine ;  
VU l'arrêté ministériel du 07 novembre 2012 nommant Mme Aline BIRCK Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Subdélégation est donnée à M. Jean de ZELICOURT, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie, à M. Christian JEANNOT, Responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie et à Mme Marie-France RENZI, Responsable du pôle Politique Travail à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

**Article 2 :** Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean de ZELICOURT, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à M. François MERLE, M. Jean-Marie FRANCOIS et M. Alois KIRCHNER ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel à Mme Stéphanie MONIN ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international à M. Jean-Paul PAOLI ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme à Mme Chantal CARTAU ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, subdélégation est donnée à M. François KIFFER à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian JEANNOT, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIMÉ, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

**Article 4 :** Mise en œuvre du programme opérationnel 2007-2013 FSE « Compétitivité régionale et emploi ».

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 2 (arrêté SGAR n° 2012-239 du 26.06.2012) sera exercée par Mme Aline BIRCK, Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI et de Mme Aline BIRCK, l'habilitation consentie sera exercée par M. Jean de ZELICOURT, responsable du Pôle 3E de la DIRECCTE Lorraine ou Mme Annie AIGUIER, directrice des ressources humaines de la DIRECCTE Lorraine

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aline BIRCK, de M. Jean de ZELICOURT et de Mme Annie AIGUIER, l'habilitation consentie sera exercée par M. Sébastien GALLAND, responsable de la cellule FSE à la DIRECCTE Lorraine, excepté pour : signer les conventions d'attribution FSE avec les maîtres d'ouvrages et procéder au paiement des factures.

**Article 5 :** L'arrêté de subdélégation de signature n° 69/2012 en date 10 décembre 2012 est abrogé.

**Article 6 :** Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 23 janvier 2013

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

#### **Arrêté n° 02/2013 du 23 janvier 2013 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine**

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;  
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;  
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;  
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du 14 septembre 2012 nommant Mme Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;  
VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;  
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-240 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;

VU l'arrêté n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012-2390 en date du 01 octobre 2012 de la Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté n° DCTAJ n° 2012-A-88 en date du 25 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012/1037 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté interministériel du 01 août 2012 portant nomination de M. Jean de ZELICOURT sur l'emploi de Responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » de la DIRECCTE Lorraine ;

VU l'arrêté interministériel du 20 août 2012 portant nomination de M. Christian JEANNOT Directeur Régional Adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Lorraine ;

VU l'arrêté interministériel du 21 août 2012 portant nomination de Mme Marie-France RENZI Directrice Régionale Adjointe, chargée des fonctions de Responsable du pôle Politique du Travail de la DIRECCTE Lorraine ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Subdélégation est donnée à M. Jean de ZELICOURT, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie, à M. Christian JEANNOT, Responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie et à Mme Marie-France RENZI, Responsable du pôle Politique Travail (à compter du 1er octobre 2012) à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Lorraine en matière d'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 relevant des programmes suivants :

BOP 102 : accès et retour à l'emploi

BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi

BOP 155 : moyens de fonctionnement des directions régionales, des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

BOP 223 : tourisme

BOP 305 : stratégie économique et fiscale

**Article 2 :** Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;

- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;

- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean de ZELICOURT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour les programmes P 102, P 103, P 134 et P 223 à M. Aloïs KIRCHNER, M. François MERLE, M. Jean-Marie FRANCOIS ;

- pour les programmes P 134 et P 223 et au titre de la certification du service fait et de la liquidation à M. Michel DELVOT ;

- pour le programme P 134 à Mme Stéphanie MONIN ;

- pour le programme P 223 et au titre de la certification du service fait à Mme Chantal CARTAU ;

- pour le programme P 103 et au titre de la certification du service fait à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 111 à M. François KIFFER.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian JEANNOT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO.

**Article 4 :** L'arrêté de subdélégation de signature n° 57/2012 en date 11 septembre 2012 est abrogé

**Article 5 :** Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Lorraine et du Département de la Moselle et à Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2013

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

## UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### Arrêté du 24 janvier 2013 accordant le statut de SCOP

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,

VU la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,

VU la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,

VU le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,

VU l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,

VU le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,

VU le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

VU l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,

VU la demande reçue le 17 janvier 2013 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Madame LE TOUX Emilie et Monsieur HOCHARD Cédric, co-gérants de la SCOP à Responsabilité Limitée et à capital variable « TECHNI CONSEIL » dont le siège social est situé 22 place du paradis - 54700 PONT- A- MOUSSON,

VU l'avis favorable en date du 14 janvier 2013 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

**ARRETE**

**Article 1er :** La société « TECHNI CONSEIL » visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives de Production.

**Article 2 :** Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

**Article 3 :** Elle pourra également bénéficier des dispositions :

1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;  
2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

**Article 4 :** L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de mission, le directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au demandeur.

Nancy, le 24 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).*

---

## DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST

### Arrêté du 25 janvier 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 79 ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements et notamment l'article 38 4° ;
- l'arrêté du 23 septembre 2010 nommant Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est à compter du 11 octobre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral du département de Meurthe et Moselle n° 12.BI.57 du 24 janvier 2013 portant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est.

**ARRETE**

**Article 1er :** En application de l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe NAAS, chef de cabinet du directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Gérard LEFEVRE ;
- M. Rémy MERTZ, chef du département surveillance et régulation, en cas d'absence ou d'empêchement de MM. Gérard LEFEVRE et Philippe NAAS ;

Et cela pour l'ensemble des alinéas suivants :

1. de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1er du code de l'Aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
2. de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
3. de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
4. de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
5. de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
6. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;
7. de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
8. de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
9. de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;
10. de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
11. d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
12. de délivrer les autorisations d'accès au côté piste des aérodromes ;
13. de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Gérard LEFEVRE, Philippe NAAS et Rémy MERTZ, la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est exercée :

- par Mme Sophie LEJEUNE, déléguée pour la Lorraine et la Champagne-Ardenne, pour les alinéas 2, 3, 8 et 11,
- par M. Jacques ISNARD, chef de la division sûreté de la direction de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est, pour l'alinéa 12.

**Article 2 :** Le directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général de région.

Entzheim, le 25 janvier 2013

Le directeur de la sécurité de l'Aviation civile Nord-Est,  
Gérard LEFEVRE

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

## AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/483 du 2 janvier 2013 portant institution d'une association foncière dans la commune de MONTIGNY-SUR-CHIERS**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2005 ordonnant le remembrement sur le territoire de la commune de MONTIGNY SUR CHIERS ;

CONSIDERANT le fait que la commune n'a pas voulu prendre en charge la réalisation de l'ensemble des travaux, il convient d'instituer une association foncière qui sera chargée de la réalisation, de l'entretien et de la gestion de ces travaux ou ouvrage ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Une association foncière de remembrement, comprenant tous les propriétaires inclus dans le périmètre de remembrement, est instituée dans la commune de MONTIGNY SUR CHIERS.

**Article 2 :** L'association est nommée « association foncière de remembrement de MONTIGNY SUR CHIERS ».

Son siège est fixé en mairie de MONTIGNY SUR CHIERS.

**Article 3 :** Le bureau chargé d'administrer l'association comprend :

a) Parmi les propriétaires visés à l'article 1 du présent arrêté :

- quatre propriétaires désignés pour six ans par la chambre d'agriculture,

- quatre propriétaires désignés pour six ans par le conseil municipal ;

b) Le maire de la commune de MONTIGNY SUR CHIERS OU un conseiller municipal désigné par lui ;

c) Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

**Article 4 :** La chambre d'agriculture devra procéder, dans le délai de 3 mois, à compter de la notification au président du présent arrêté, à la désignation de quatre propriétaires, exploitants ou non, possédant des biens fonciers dans le périmètre de remembrement.

La liste ainsi établie devra être communiquée sans délai à la mairie de la commune de MONTIGNY SUR CHIERS.

**Article 5 :** Le conseil municipal de la commune de MONTIGNY SUR CHIERS devra également procéder, dans le délai de 3 mois, à compter de la communication au maire de la liste établie par la chambre d'agriculture, à la désignation de quatre propriétaires, exploitants ou non, possédant des biens fonciers dans le périmètre de remembrement.

La délibération du conseil municipal devra être communiquée sans délai à l'association foncière.

**Article 6 :** Le bureau se réunira à l'initiative du maire et élira en son sein, parmi ceux de ses membres prévus aux a) et b) de l'article 3 ci-dessus, le président, qui sera chargé de l'exécution de ses délibérations. Il élira également en son sein le vice-président et le secrétaire.

**Article 7 :** La sous-préfète de Briey, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MONTIGNY SUR CHIERS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 2 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

*Copie à :*

- M. le président de la chambre d'agriculture

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/003 du 14 janvier 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de AMENONCOURT -**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 mars 1965 portant institution de l'association foncière de AMENONCOURT ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de AMENONCOURT, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier du 06 décembre 2012 du président de l'association foncière de AMENONCOURT ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de AMENONCOURT sont adoptés d'office.

**Article 2 :** Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de AMENONCOURT.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de AMENONCOURT ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 14 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

### Unité forêt chasse

#### Arrêté n° 012/2013 du 24 janvier 2013 concernant l'utilisation de sources lumineuses pour des comptages nocturnes d'animaux sauvages dans le département

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la route ;

VU l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié, relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise de gibier vivant dans un but de repeuplement, et notamment l'article 11 bis ;

VU la nécessité de procéder à des comptages nocturnes pour suivre l'évolution des populations de lièvres, renards et cervidés dans le département ;

VU la demande présentée par le directeur du service technique de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle concernant l'utilisation de sources lumineuses ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le personnel technique de la fédération départementale des chasseurs est chargé de mettre en place des comptages nocturnes par indice kilométrique d'abondance et est autorisé à utiliser des sources lumineuses pour le suivi des populations de lièvres, renards et cervidés sur les massifs cynégétiques n° 1 à 3 – 4A – 4B – 5 à 7 – 8A – 8B – 9A – 9B – 10 – 11A – 11B – 12 à 21 – 23 à 30 – 31 A – 31 B – 32A et 32B du plan de chasse cervidés départemental, comprenant chacun les communes listées ci-après :

Massif	Dates	Circuit	Communes concernées
1	8-12-15-19-22-26 Février et 1-5-8-12 Mars 2013		Othe - Epiez sur Chiers - Charency Vezin - Villers le Rond - Saint Jean lès Longuyon - Petit Faily - Grand Faily - Allondrelle la Malmaison - Villette - Colmey - Longuyon - Viviers sur Chiers - Montigny sur Chiers - Cons la Grandville - Villers la Chèvre - Fresnois la Montagne - Tellancourt - Saint Pancré - Ville Houdlemont - Gorcy - Cosnes et Romain - Longwy - Lexy
2	8-12-15-19-22-26 Février et 1-5-8-12 Mars 2013		Mont Saint Martin - Longlaville - Saulnes - Herseange - Hussigny Godbrange - Thil - Villerupt - Tiercelet - Crusnes
3			Rehon - Mexy - Haucourt Moulaine - Cutry - Chenières - Villers la Montagne - Ugny - Doncourt lès Longuyon - Laix - Morfontaine - Tiercelet - Bréhain la Ville - Errouville - Filières - Serrouville - Beuvillers - Malavillers - Mercy le Haut - Joppécourt - Ville au Montois - Baslieux - Beuveille - Pierrepont - Boismont - Bazailles - Han Devant Pierrepont - Mercy le Bas - Saint Supplet - Xivry Circourt - Preutin Higny - Domprix - Avillers - Audun le Roman
4A	7-12-19-27 Février et 6-13 Mars 2013		Sancy - Anderny - Murville - Landres - Mont Bonvillers - Mairy Mainville - Tucquegnieux - Trieux - Bettainvillers - Mancieulles - Mance - Avril - Briey - Moutiers - Joeuf - Homécourt - Valleroy - Auboué - Moineville
4B			Piennes - Joudreville - Norroy le Sec - Anoux - Lantéfontaine - Lubey - Les Baroches - Ozerailles - Abbeville lès Conflans - Thuméréviller - Mouaville - Béchamps - Fléville Lixières - Gondrecourt Aix - Affléville
5	6-13-20-26 février et 1-5-8 Mars 2013		Hatrive - Labry - Girumont - Batilly - Saint Ail - Jouaville - Doncourt lès Conflans - Saint Marcel - Bruville - Mars la Tour - Hannonville Suzémont - Ville sur Yron - Brainville - Allamont - Friaucourt - Jarny - Conflans en Jarnisy - Puxe - Boncourt - Jeandelize - Olley - Sponville - Puxieux - Xonville - Chambley Bussières - Hagéville
6	13-21-26 Février et 1-5-8-12 15 Mars 2013		Vandières - Prény - Thiaucourt Regniéville - Viéville en Haye - Vilcey sur Trey - Villers sous Prény - Norroy lès Pont à Mousson - Fey en Haye - Limey Remenauville - Euvezin - Pannes - Bouillonville - Essey et Maizerais - Saint Baussant - Flirey - Seicheprey - Bernécourt
7	13-21-26 Février et 1-5-8-12-15 Mars 2013		Dampvitoux - Dommartin la Chaussée - Saint Julien lès Gorze - Vandelainville - Bayonville sur Mad - Onville - Arnerville - Waville - Villecey sur Mad - Charey - Rembercourt sur Mad - Jaulny - Xammes
8A	7-12-13-14-15- 18-19-20-26-27-28 Février et 1 <sup>er</sup> Mars 2013		Montauville - Mamey - Jézainville - Blénod lès Pont à Mousson - Griscourt - Gézoncourt - Martincourt - Lironville - Noviant aux Prés - Manonville - Domèvre en Haye - Rogéville - Tremblecourt - Manoncourt en Woivre - Minorville - Grosrouvres - Villers en Haye
8B			Dieulouard - Belleville - Saizerais - Rosières en Haye - Avrainville - Jaillon - Andilly - Bouvron - Francheville - Villey Saint Etienne - Liverdun
9A	5-12-15-18-20 Février 2013		Hamonville - Mandres aux 4 Tours - Royaumeix - Ansauville - Ménil la Tour - Sanzey - Boucq - Lagney - Trondes
9B			Lucey - Bruley - Toul - Laneuveville Derrière Foug - Pagney Derrière Barine - Lay Saint Rémy - Foug - Ecrouves
10	15-19-22-26 Février et 1-5-8-12-15 Mars 2013		Eply - Raucourt - Mailly sur Seille - Phlin - Thézey Saint Martin - Abaucourt - Rouves - Morville sur Seille - Port sur Seille - Clémery - Nomeny - Létricourt - Chenicourt - Jeandelaincourt - Arraye et Han - Armaucourt - Lanfroicourt - Moivrons - Sivry - Belleau - Landremont - Sainte Geneviève - Loisy - Bezaumont - Atton
11A			
11B			Ville au Val - Autreville sur Moselle - Millery - Custines - Malleloy - Faulx - Bratte - Villers lès Moivrons - Leyr - Montenoy - Bouxières aux Dames -

12	28 Janvier et 1-8-12-15-19-22-28 Février et 12 Mars 2013		Dommartemont - Malzéville - Agincourt – Eulmont – Lay st Christophe – Dommartin s/s Amance – Bouxières aux Chênes - Laneuvelotte – Velaine – Seichamps – Dommartin – Laître - Amance - Cerville – Champenoux – Velaine s/s Amance – Pulnoy – Saulxures lès Nancy - Réméréville – Mazerulles – Erbéviller – Champenoux - Brin s/ Seille – Bey s/ Seille - Moncel – Bezange – Sornéville – Varangéville – Buissoncourt - Haraucourt - Lenoncourt – Art sur Meurthe - Drouville – Serres – Courbesseaux – Hoéville – Réméréville – Gellenoncourt – Maixe – Valhey – Einville au Jard - Arracourt – Juvrecourt – Réchicourt - Athienville - Bathelémont - Coincourt – Xures – Bures – Réchicourt – Parroy – Hénaménil - Bauzemont
13	1-4-6-12-15- 18 Février 2013		Aingeray - Sexey lès Bois - Velaine en Haye - Fontenoy sur Moselle
14			Gondreville - Dommartin lès Toul - Chaudeney sur Moselle - Villey le Sec
15	31 Janvier et 4-6-12- 15 Février 2013	15 Nord	Blénod-lès-Toul, Bulligny, Charmes-la-Côte, Choley-Ménillot, Domgermain, Gye, Mont-le-Vignoble, Moutrot
		15 E	Allamps, Bagneux, Barisey-la-Côte, Bulligny, Colombey-lès-Belles, Crézilles
		15 O	Barisey-au-Plain, Gibeauveix, Mont-l'Etoit, Saulxures-lès-Vannes, Uruffe, Vannes-le-Châtel
16	28- 31 Janvier et 4-6- 12 Février 2013	16 O	Ochey, Sexey aux Forges, Pierre la Treiche, Biqueley
		16 E	Houdelmont, Pierreville, Xeulley, Bainville sur Madon, Maizières, Pont Saint Vincent, Viterne
17	29- 31 Janvier et 4-6- 12 Février 2013	17 NE	Thélod, Parey Saint Césaire, Autrey, Houdreville, Hammeville, Vitrey
		17 NO	Germigny, Crépey, Selaincourt, Dolcourt, Goviller, Favières, Saulxerotte, Battigny, Gélaucourt, Laloef, Vitrey
		17 S	Laloef, Gélaucourt, Battigny, Vandeléville, Féocourt, Aboncourt, Beuvezin, Tramont-Lassus, Tramont-Emy, Tramont-Saint-André.
18	30 janvier et 4-6-12- 15 Février 2013	18 N	Frolois, Pulligny, Ceintrey, Voinémont, Benney, Lemainville, Ormes et Ville.
		18 S	Ormes et Ville, Haroué, Crantenoy, Vaudeville, Vaudigny, Xirocourt, Bralleville, Germonville.
19	25-28- 31 Janvier et 4- 6 Février 2013	19 N	Clérey sur Brénon, Omelmont, Gerbécourt et Happlemont, Affracourt, Tantonville, Quevilloncourt, Etrevail, Thorey Lyautey, Vroncourt, Ognéville, Vézelize.
		19 M	Jevoncourt, Saint-Firmin, Housséville, Praye, Forcelles Saint Gorgon, Chaouille, Forcelles sous Gugney, Gugney, They sous Vaudémont, Eulmont, Vaudémont, Dommarie-Eulmont, Thorey-Lyautey.
		19 S	Saxon-Sion, Gugney, Forcelles sous Gugney, Diarville, Bouzanville, Fraignes en Saintois, Courcelles, Grimonviller.
20	29 Janvier et 6-11-27 Février et 6 Mars 2013		Ceintrey - Benney - Crevéchamps - Saint Remimont - Neuville sur Moselle - Laneuveville devant Bayon - Roville devant Bayon - Crantenoy - Leménil Mitry - Vaudeville - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Grippont
21			Lupcourt - Manoncourt en Vermois - Rosières aux Salines - Coyviller - Azelot - Burthecourt aux Chênes - Tonnoy - Ferrières - Saffais - Vigneulles - Barbonville - Haussonville - Velle sur Moselle - Saint Mard - Domptail en l'Air - Romain - Lorey - Roville devant Bayon
22	<i>Non compté</i>		
23	24 Janvier et 7-15-21 22 Février		Hudiviller - Anthelupt - Vitrimont - Fléville devant Nancy - Laneuveville devant Nancy - Sommerviller - Flainval - Crévic - Deuxville - Bauzémont - Raville sur Sanon - Bienville la Petite - Bonviller - Jolivet - Chanteheux - Moncel lès Lunéville - Rehainviller - Ville en Vermois
24	et 1-8		Crion - Sionviller - Hénaménil - Parroy - Mouacourt - Xures - Vaucourt - Xousse - Remoncourt - Emberménil - Laneuveville aux Bois - Marainviller - Croismare -
25	15 Mars 2013		Chazelles sur Albé – Saint Martin – Blémerey – Domjevin – Manonviller – Leintrey – Vého – Reillon – Gondrexon – Autrepierre – Verdénal – Avricourt – Repaix – Igney – Amenoncourt – Domèvre sur Vezouze - Herbéviller - Thiébauménil
26	31 Janvier et 8-13- 26 Février		Gogney – Tanconville – Frémonville – Blâmont – Barbas – Harbouey – Domèvre sur Vezouze – Halloville – Nonhigny – Parux – Montreux – Ancerviller – Neuville lès Badonviller – Saint Maurice aux Forges – Sainte Pôle – Montigny – Mignéville – Herbéviller
27	et 7 Mars		Bertrambois - Val et Chatillon - Cirey sur Vezouze - Petitmont
28	2013		Merviller - Vacqueville - Pexonne - Fenneviller - Badonviller - Neufmaisons - Veney - Baccarat
29	25-30 Janvier et 5-20 Février et 5 Mars 2013		Fontenoy la Joute - Glonville - Deneuvre - Lachapelle - Thiaville sur Meurthe
30	31 Janvier et 8-13-26 Février et 7 Mars 2013		Marainviller - Moncel lès Lunéville - Laronxe - Saint Clément - Chenevières - Azeraillies - Gélaucourt - Brouville - Reherrey - Vaxainville - Hablainville - Pettonville - Reclonville - Buriville - Ogéviller - Fréménil - Bénaménil - Thiébauménil
31A	25-30 Janvier et		Hériménil - Rehainviller - Xermaménil - Frambois - Gerbéviller
31B	5-20 Février		Frambois - Gerbéviller - Réménoville - Seranville - Vallois - Moyen - Vathiménil - Flin
32A	et		Damelevières - Blainville sur l'Eau - Mont sur Meurthe - Lamath - Franconville - Haudonville - Morviller - Clayeures - Froville - Einvaux - Méhoncourt - Landécourt - Charmois - Haignéville - Brémoucourt
32B	5 Mars 2013		Virecourt - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Villacourt - Saint Germain - Loromontzey - Saint Rémy aux Bois - Borville - Rozelieures - Saint Boingt - Vennezey - Essey la Côte - Giriviller - Mattexey - Magnières

**Article 2 :** Cette autorisation est valable du **24 janvier au 15 mars 2013** en fonction des numéros de massifs cynégétiques comptés. Elle pourra être révoquée à tout moment en cas de non-respect des conditions d'utilisation.

**Article 3 :** Le service technique de la fédération départementale des chasseurs est chargé d'informer directement les services de gendarmerie ou de police et les maires des communes concernées de ces dates de comptage.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, madame et messieurs les sous-préfets, le directeur départemental des territoires et le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux : chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, directeur départemental de la sécurité publique, directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Directeur Adjoint,  
Marc MENEHIN

## ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

### Arrêté DDT-PECHE 2012/029 du 2 janvier 2013 instituant des réserves temporaires de pêche pour 2013 sur le domaine public fluvial dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L. 436-12, R. 436-73 et R. 436-74 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 6 janvier 2011 portant approbation du modèle de cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'Etat dans les eaux mentionnées à l'article L. 435-1 du code de l'environnement pour la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2016

VU l'avis du délégué interrégional de l'ONEMA ;

VU l'avis du président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis de la directrice interdépartementale du service de la navigation du nord est ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, afin de favoriser la protection ou la reproduction des poissons, d'instituer des réserves temporaires de pêche dans les portions de cours d'eau définies ci-dessous ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mener au cours de l'année 2013 une réflexion plus large sur la politique en matière de réserve temporaire, conduisant à instituer ces réserves temporaires pour une durée limitée à un an ;

CONSIDÉRANT la nécessité de protéger le déplacement des poissons aux abords des passes à poisson installées au niveau des barrages afin de garantir la continuité écologique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Toute pêche est interdite du 01/01/2013 au 31/12/2013 sur les tronçons de cours d'eau et de canaux mis en réserve ci-après :

DESIGNATION	Longueur des parties réservées (en mètres)	
	Lit principal	Bras
LA MOSELLE		
Pont-à-Mousson :		
Canal du moulin dit « la Morte Rau » : intégralité du bras		1908 m
Ancien bras de la Moselle en amont immédiat de la confluence du ruisseau du Moulin au lieu-dit « Saussaie-Voirin » à PONT-à-MOUSSON. Lot de pêche n°44.		550 m
Bras de l'Obrion à DIEULOUARD : du barrage de MONS (ancien pont) au pont de l'autoroute A31. Lot de pêche n°41.		1000 m
Reculée de Clément sur le territoire des communes de CHAUDENEY et TOUL – rive droite et gauche de la rivière Moselle, de 50 m en amont jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n°13.	150 m	
Bras de MOSELLE à TOUL, lieu-dit « la champagne », rive gauche : du rejet de la station d'épuration à la pointe aval de l'île, y compris l'île. Lot de pêche 14.	300m	
Moselle sauvage		
Canal de fuite des Moulins Aubry sur toute sa longueur jusqu'à sa confluence avec la Moselle (commune de TOUL).	120 m	
LE VAL		
Du Marquis au Pont de NORROY à SAINT-SAUVEUR.	12 000 m	
LA VEZOUZE		
Barrage du moulin de BLAMONT : de la confluence du Canal du Moulin jusqu'à 50 m en aval du Pont Rouge (commune de BLAMONT). Lot de pêche n° 3.	450m	
Réserve de CIREY-sur-VEZOUZE : du confluent des ruisseaux Le VAL et Le CHATILLON sous la traversée couverte de CIREY-sur-VEZOUZE jusqu'au premier pont en aval (Pont de la route d'HARBOUEY) (commune de CIREY-sur-VEZOUZE). Lot de pêche n° 1.	350m	

A partir des Barrages sur une distance de 50 m en aval pour les ouvrages suivants :

DESIGNATION DE L'OUVRAGE	Rivière	Longueur des parties réservées en mètres
SEUIL DE FLAVIGNY	Moselle	50 m
PRISE D'EAU DE FLAVIGNY	Moselle	50 m
BARRAGE DE MEREVILLE	Moselle	50 m
BARRAGE DE CHAUDENEY	Moselle	50 m
BARRAGE DE POMPEY	Moselle	50 m
BARRAGE DU LIEGEOT à AUTREVILLE	Moselle	50 m
BARRAGE DE PONT-A-MOUSSON	Moselle	50 m
BARRAGE DE LA CHAPELLE	Meurthe	50 m
BARRAGE DES GRANDS MOULINS à LUNEVILLE	Meurthe	50 m
BARRAGE DE BLAINVILLE	Meurthe	50 m
BARRAGE DE DAMELEVIÈRES	Meurthe	50 m
BARRAGE DE NEUFCOURT	Meurthe	50 m
BARRAGE DE LA CALIFORNIE à TOMBLAINE	Meurthe	50 m
BARRAGE DE NANCY	Meurthe	50 m
BARRAGE DE LAY St CHRISTOPHE	Meurthe	50 m
BARRAGE DE MARAINVILLER	Vezouze	50 m

**Article 2 :** Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

**Article 3 :** Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L. 436-9 du code de l'environnement.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, les maires de AUTREVILLE-SUR-MOSELLE, BELLEVILLE, BERTRICHAMPS, BEZAUMONT, BLAINVILLE-SUR-L'EAU, BLAMONT, CHAMPIGNEULLES, CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, CIREY-SUR-VEZOUZE, DIEULOUARD, DOMMARTIN-LES-TOUL, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, FROUARD, JARVILLE-LA-MALGRANGE, LACHAPELLE, LAY-SAINT-CHRISTOPHE, LUNEVILLE, MEREVILLE, NANCY, PETITMONT, POMPEY, PONT-A-MOUSSON, ROSIERES-AUX-SALINES, SAINT-MAX, SAINT-SAUVEUR, THIAVILLE-SUR-MEURTHE, TOMBLAINE, TOUL, VIGNEULLES, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera affiché dès réception pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 janvier 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté N° 54-2012-00065-2 du 28 janvier 2013 autorisant à titre temporaire la commune de BAINVILLE-AUX-MIROIRS à entreprendre les travaux de réparation du pont de BAINVILLE-AUX-MIROIRS**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral N° 54-2012-00065, en date du 24 juillet 2012, autorisant à titre temporaire la commune de BAINVILLE-AUX-MIROIRS à entreprendre les travaux de réparation du pont de BAINVILLE-AUX-MIROIRS ;

Vu la lettre du Maire de BAINVILLE-AUX-MIROIRS en date du 18 janvier 2013, demandant la prorogation de l'arrêté préfectoral susvisé, afin de terminer les travaux dans les plus brefs délais ;

CONSIDERANT que l'autorisation initiale accordée pour une durée de six mois doit normalement prendre fin le 24 janvier 2013 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article R 214-23 du code de l'environnement « le préfet peut, à la demande du pétitionnaire, accorder une autorisation temporaire d'une durée maximale de six mois, renouvelable une fois » ;

CONSIDERANT que la demande susvisée peut être jugée régulière et recevable, en application de l'article R 214-23 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les opérations qui se sont déroulées au titre de l'autorisation initiale, pendant les six premiers mois, n'ont entraîné aucun incident ou désordre, à la fois pour la sécurité publique et pour la préservation des milieux aquatiques ;

CONSIDERANT que les prescriptions, autres que la période d'exécution, de l'arrêté préfectoral N° 54-2012-00065, en date du 24 juillet 2012, sont intégralement reconduites ;

CONSIDERANT qu'il y a un intérêt public incontestable à remettre en état dans les plus brefs délais le pont de BAINVILLE-AUX-MIROIRS ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

#### **ARRETE**

#### **Titre I - OBJET DE L'AUTORISATION TEMPORAIRE**

**Article 1er :** Objet de l'autorisation temporaire prorogée

Le permissionnaire, COMMUNE DE BAINVILLE AUX MIROIRS, représentée par Monsieur le Maire, est autorisé en application de l'article R 214-23 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à poursuivre au-delà du 24 janvier 2013, l'opération suivante : réparation du pont communal enjambant la MOSELLE.

L'autorisation est prolongée pour une durée maximale de six mois à compter du 24 janvier 2013.

Toutes les prescriptions et dispositions de l'arrêté préfectoral N° 54-2012-00065 du 24 juillet 2012, restent applicables et demeurent inchangées, hormis les dispositions relatives à la période d'exécution initiale.

**Article 2 : Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 3 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le permissionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de BAINVILLE-AUX-MIROIRS, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine – service de prévision des crues, le chef du S.I.D.P.C. de Meurthe-et-Moselle et le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera adressée au Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, au Chef de service départemental de l'ONEMA, au Conservatoire des Sites Lorrains et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de BAINVILLE-AUX-MIROIRS.

Nancy, le 28 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté N° 54-2012-00190 du 18 janvier 2013 portant opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau au lieu-dit « Au Géron » - Commune de ROZELIEURES**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 214-3 II 2° alinéa ;

VU la directive cadre européenne sur l'eau ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin Meuse;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 03/12/2012, présenté par Monsieur COTTEL Jean-Pierre, enregistré sous le n° 54-2012-00190 et relatif à LA CREATION D'UN PLAN D'EAU AU LIEU-DIT AU GERON A ROZELIEURES ;

VU l'absence de déclaration de certaines rubriques de la nomenclature :

3.2.2.0 installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau ;

3.3.1.0 assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais ;

VU l'avis défavorable de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) de Meurthe-et-Moselle, du 13 décembre 2012 ;

**CONSIDERANT**

- Que le projet de Monsieur COTTEL Jean-Pierre de création d'un plan d'eau au lieu-dit « Au Géron » sur la commune de Rozelieures est de nature à détruire une zone humide boisée, d'environ 4 000 m<sup>2</sup>, caractérisée par une aulnaie – frênaie avec des plantes hydrophiles en sous bois (phragmites) ;

- Que le projet est incompatible avec le SDAGE Rhin Meuse, notamment les dispositions T3-O7.4.2-D4 et D5 relatives la préservation (stopper la dégradation) des zones humides ;

- Que le dossier ne présente aucune mesure compensatoire susceptible de diminuer l'impact du projet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

**A R R E T E**

**Opposition à déclaration**

En application de l'article L 214-3, II 2° paragraphe du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par Monsieur COTTEL Jean-Pierre concernant :

- LA CREATION D'UN PLAN D'EAU AU LIEU-DIT AU GERON A ROZELIEURES

**Voies et délais de recours**

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de 2 mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, devant lequel le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R. 214.36 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision de rejet du projet.

**Publication et information des tiers**

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de ROZELIEURES, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 6 mois.

**Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de ROZELIEURES, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le chef de service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de ROZELIEURES.

Nancy, le 18 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

## SOLIDARITE - INSERTION

## Arrêté d'affectation des réservistes sanitaires dans le cadre du plan grand froid en date du 28 janvier 2013

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3133-1 et suivants, L. 3134-1, R. 3134-2 et R. 3135-5 et suivants ;

VU l'arrêté du 7 décembre 2012 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire dans le cadre du plan grand froid ;

CONSIDÉRANT l'instruction interministérielle N°DGS/DUS/DGOS/DGCS/DGSCGC/DGT/2012/ 370 du 24 octobre 2012 précisant les actions à mettre en œuvre pour prévenir et faire face aux conséquences sanitaires propres à la période hivernale ;

CONSIDÉRANT la circulaire DGCS/1A/2012/ 369 du 23 octobre 2012 relative à la mobilisation du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'insertion pendant l'hiver 2012-2013 ;

CONSIDÉRANT que, en cas de déclenchement du niveau 2 ou du niveau 3 du plan grand froid, les associations effectuent une aide auprès des personnes sans domicile fixe nécessitent le renfort de professionnels de santé au sein des équipes de maraudes et dans les lieux d'accueil relevant du plan hivernal ;

SUR proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Meurthe-et-Moselle en date du 2 janvier 2013 ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Pour la période du 28 janvier 2013 au 3 février 2013 et en cas de déclenchement du niveau 2 ou du niveau 3 du plan grand froid dans le département, les réservistes sanitaires dont le nom figure sur la liste annexée au présent arrêté se mettent à disposition de l'association mentionnée en annexe pour intervenir auprès des personnes sans abri.

**Article 2 :** Les modalités d'affectation des réservistes sanitaires à l'article 1er sont précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

**Article 3 :** L'indemnisation ou la rémunération des réservistes sanitaires mentionnés à l'article 1er et effectivement mobilisés est fixée et versée conformément aux dispositions des articles L.3133-1, R. 3135-1 et R. 3135-7 du code de la santé publique.

**Article 4 :** Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à chacun des réservistes sanitaires ainsi affectés.

Nancy, le 28 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## ANNEXE A L'ARRETE PORTANT AFFECTATION DES RÉSERVISTES SANITAIRES :

## Modalités d'affectation des réservistes sanitaires

Date d'affectation (sous réserve de l'activation des niveaux 2 ou 3)	Nom du réserviste sanitaire	Association d'affectation (nom, adresse et n° de déclaration à la préfecture)
Du 28/01/2013 au 30 /01/2013	Mme WIDMER-LABADIE	Accueil et Réinsertion Sociale 12 avenue Jean Jaurès 54000 NANCY N° de déclaration en préfecture : 5552
Du 31/01/2013 au 01/02/2013	Mme MATISSE Noèle	Accueil et Réinsertion Sociale 12 avenue Jean Jaurès 54000 NANCY N° de déclaration en préfecture : 5552
Du 02/02/2013 au 03/02/2013	M. HELAS Gérard	Accueil et Réinsertion Sociale 12 avenue Jean Jaurès 54000 NANCY N° de déclaration en préfecture : 5552

## Arrêté n° 3/2013 du 28 janvier 2013 relatif à l'agrément pour l'emploi d'enfants accordé à l'agence de mannequins « DANIELE MODELS AGENCY » à SAINT-MAX (54130)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail et notamment les articles L 7123.2 à L 7123.35, R 7123.1 à R 7124.38, relatifs à l'emploi des enfants dans le spectacle, les professions ambulantes, la publicité et la mode ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 fixant la composition de la commission relative à l'emploi des enfants dans le spectacle, les professions ambulantes, la publicité et la mode en Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2010 renouvelant la licence d'agence de mannequins n° 54/04/01 à l'agence DANIELE MODELS AGENCY, sise 33 rue la Haie le Comte à SAINT MAX (54130) à compter du 20 octobre 2010 sous le n° 54/07/01 ;

VU la demande de renouvellement d'agrément pour l'emploi d'enfants en qualité de mannequin pour l'agence DANIELE MODELS AGENCY, formulée le 11 décembre 2012 et parvenue à la D.D.C.S. le 11 décembre 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément, en vue de l'emploi d'enfants mineurs de moins de 16 ans en qualité de mannequins dans la publicité et la mode, est accordé à l'agence « DANIELE MODELS AGENCY » pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013.

**Article 2 :** Le présent agrément ne pourra être reconduit que sur demande expresse préalable de l'agence DANIELE MODELS AGENCY, déposée dans les délais légaux et sur avis conforme de la commission.

**Article 3 :** Dans la limite de CENT CINQUANTE DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES D'EUROS (152,45 EUROS), par année civile, la rémunération de l'enfant est laissée à la disposition de ses représentants légaux. Au delà de cette somme, une part correspondant à 80 % de la rémunération sera versée à la Caisse des Dépôts et Consignations dans les conditions prévues à l'article L 7124.9 du Code du Travail.

**Article 4 :** Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et Monsieur le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel et au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Juge des Enfants,  
- Monsieur le Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations.  
Nancy, le 28 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,  
Sabine DUBOIS LE PAN

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

### SANTE ET PROTECTION ANIMALES

**Arrêté n° 12-DDPP-120 du 22 octobre 2012 d'autorisation d'ouverture d'un établissement détenant des animaux vivants d'espèces non domestiques délivré à M. VILMIN Philippe (établissement de 1ère catégorie)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre 1er du Livre IV - Protection de la Faune et de la Flore de la partie législative du code de l'environnement, notamment son article L.413-3 et titre 1er du Livre IV Protection de la faune et de la flore de la partie réglementaire, articles R.413-15 à R.413-20 et R.413-22 à R.413-23,

VU le chapitre IV titre I du livre II – Protection des animaux – du code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.214-1 à L.214-3, VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU l'arrêté du 10 août 2004 modifié fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux d'espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques,

VU le dossier de demande d'autorisation en date du 13 avril 2010, modifié et complété le 14 décembre 2011 de M. Philippe VILMIN à l'effet d'être autorisé à ouvrir un établissement d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques,

VU l'avis favorable, sous condition, du maire de la commune de Lenoncourt, en date du 10 avril 2012,

VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, paysages et des sites, réunie en formation spécialisée « faune sauvage captive », le 13 juin 2012,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er :** L'établissement de 1ère catégorie, détenant des animaux vivants d'espèces non domestiques, implanté 85 rue Saint Nicolas, à LENONCOURT (54110) est placé sous la responsabilité de Monsieur VILMIN Philippe, est autorisé à ouvrir.

L'activité pratiquée est l'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, de la famille des Psittacidae.

Seules les espèces figurant sur la liste annexée au présent arrêté, pourront être détenues dans l'établissement,

Les effectifs autorisés sont de 100 individus de 2 ans et plus, les juvéniles n'étant pas pris en compte.

**Article 2 :** L'établissement est placé sous la responsabilité d'une personne titulaire d'un certificat de capacité correspondant aux espèces présentes dans l'établissement pour l'élevage et l'entretien de Psittacidae.

**Article 3 :** L'établissement sera installé et exploité conformément aux conditions prévues dans le dossier de demande d'autorisation et dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'élevage est pratiqué en bâtiment clos et isolé phoniquement, des mesures techniques adaptées pourront être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'urgence.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode de fonctionnement doivent être portées à la connaissance du préfet, avant leur réalisation.

En cas de modification apportée aux installations ou aux conditions de fonctionnement entraînant un changement notable par rapport au dossier de demande d'autorisation, de transfert sur un autre emplacement de l'établissement ou d'une partie de l'établissement, une nouvelle demande d'autorisation devra être déposée.

Si l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant devra en faire la déclaration au Préfet de Meurthe et Moselle dans le mois qui suit la prise en charge de l'établissement en application de l'article R.413-23 du code de l'environnement. L'établissement continue à bénéficier de la présente autorisation si un certificat de capacité conforme avec l'article 2 du présent arrêté peut être produit.

**Article 4 :** Les animaux sont placés dans des installations compatibles avec leurs impératifs biologiques, et comportementaux. Les équipements et le fonctionnement doivent permettre d'assurer le bien-être des animaux hébergés en respectant leurs besoins physiologiques et comportementaux et ne doivent présenter aucun danger pour la sécurité et la santé des personnes et des animaux.

En particulier, les clôtures ne présentent ni aspérité ni saillie ; les grillages et filets sont tendus de façon à ne pas être la cause d'accidents pour les animaux. L'usage du grillage à triple torsion, au contact direct des oiseaux, est interdit. Les volières seront munies de perchoirs ou reposoirs placés à hauteurs de façon à offrir aux oiseaux la possibilité de faire des exercices.

Toutes précautions sont prises pour éviter l'évasion d'animaux.

**Article 5 :** Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que les animaux soient acheminés rapidement et dans de bonnes conditions dans l'établissement. Il veille à ce que les animaux soient accompagnés des certificats adéquats et requis par la réglementation en vigueur au moment de leur entrée dans l'établissement.

En cas d'incident ou d'anomalies (interruption du transport, mortalité ou morbidité importante, évasion, suspicion de maladie contagieuse, présence de spécimens relevant d'un statut juridique particulier...), il en informe sans délai le directeur départemental de la protection des populations de Meurthe et Moselle.

Les installations de l'établissement et les conditions de fonctionnement doivent être conformes aux normes fixées à l'annexe technique du présent arrêté.

**Article 6 :** L'établissement désigne un vétérinaire chargé d'effectuer un contrôle régulier de l'état de santé des animaux.

Les animaux malades ou blessés sont isolés des autres animaux et doivent recevoir dans les meilleurs délais les soins d'un vétérinaire ou, sous son autorité, ceux du titulaire du certificat de capacité. Les interventions du vétérinaire ainsi que l'usage de médicaments sont consignés dans un livre de soins qui sera conservé dans l'établissement avec les ordonnances correspondantes.

Les cadavres d'animaux sont évacués conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime.

**Article 7 :** L'établissement devra tenir et présenter à la requête des services habilités

1° Un livre-journal où sont enregistrés chronologiquement tous les mouvements d'animaux détenus dans l'établissement, portant le numéro CERFA 070363. Toutes les pièces permettant de justifier de la régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.

2° Un inventaire permanent des animaux de chaque espèce détenue portant le numéro CERFA 070362.

3° Un livre de soins vétérinaires mentionnant tous les soins et traitements réalisés par le vétérinaire ou le capacitaire, sous l'autorité du vétérinaire. Les ordonnances des médicaments utilisés, les résultats d'analyses ou d'autopsie sont annexés au registre.

**Article 8 :** Le responsable de l'établissement doit assurer libre accès aux agents, chargés du contrôle de son établissement, mentionnés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Tous les documents administratifs relatifs aux animaux exigés par la réglementation en vigueur doivent être tenus à jour et présentés à toute réquisition des agents mentionnés ci-dessus.

**Article 9 :** Le non respect de l'arrêté d'autorisation d'ouverture peut entraîner des sanctions administratives ou pénales.

**Article 10 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

**Article 11 :** En vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de LENONCOURT où il sera affiché pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par le maire de LENONCOURT.

L'arrêté est affiché en permanence, à l'entrée de l'établissement, de façon visible par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Mme la Directrice départementale de la Protection des Populations, M. le maire de LENONCOURT, Monsieur le Chef de Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur.

Nancy, le 22 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
Catherine BOURGUIGNON

*Les annexes citées au présent arrêté sont consultables à la DDPP54.*

#### **Arrêté n° 12-DDPP-136 du 29 octobre 2012 d'autorisation d'ouverture d'un établissement détenant des animaux vivants d'espèces non domestiques délivré à M. WAGNER Romuald (établissement de 1ère catégorie)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre 1er du Livre IV - Protection de la Faune et de la Flore de la partie législative du code de l'environnement, notamment son article L.413-3 et titre 1er du Livre IV Protection de la faune et de la flore de la partie réglementaire, articles R.413-15 à R.413-20 et R.413-22 à R.413-23,

VU le chapitre IV titre I du livre II – Protection des animaux – du code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.214-1 à L.214-3,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU l'arrêté du 10 août 2004 modifié fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux d'espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques

VU le dossier de demande d'autorisation en date du 01 mars 2009, modifiée et complétée le 15 février 2012 de M. Romuald WAGNER à l'effet d'être autorisé à ouvrir un établissement d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques,

VU l'avis favorable, du maire de la commune de Xousse, en date du 09 mars 2012.

VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, paysages et des sites, réunie en formation spécialisée « faune sauvage captive », le 13 juin 2012,

VU l'arrêté préfectoral N°12.BI.45 du 18 septembre 2012 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations,

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'établissement de 1ère catégorie, détenant des animaux vivants d'espèces non domestiques, implanté 25 grande rue, à XOUSSE (54370) est placé sous la responsabilité de Monsieur WAGNER Romuald, est autorisé à ouvrir.

L'activité pratiquée est l'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, oiseaux de la famille des Anatidés, Phasianidés, Psittacidés. La liste fixant les espèces et les effectifs autorisés est annexée au présent arrêté.

L'effectif des « Ara » autorisés est limité à 2 couples de 2 ans et plus, les juvéniles n'étant pas pris en compte.

**Article 2 :** L'établissement est placé sous la responsabilité d'une personne titulaire d'un certificat de capacité correspondant aux espèces présentes dans l'établissement pour l'élevage et l'entretien de Psittacidés.

**Article 3 :** L'établissement sera installé et exploité conformément aux conditions prévues dans le dossier de demande d'autorisation et dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Au niveau des volières extérieures, un écran arbustif doit être implanté pour un isolement visuel et phonique. En cas de plainte, des mesures techniques adaptées pourront être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode de fonctionnement doivent être portées à la connaissance du préfet, avant leur réalisation.

En cas de modification apportée aux installations ou aux conditions de fonctionnement entraînant un changement notable par rapport au dossier de demande d'autorisation, de transfert sur un autre emplacement de l'établissement ou d'une partie de l'établissement, une nouvelle demande d'autorisation devra être déposée.

Si l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant devra en faire la déclaration au Préfet de Meurthe et Moselle dans le mois suivant la prise en charge de l'établissement en application de l'article R.413-23 du code de l'environnement. L'établissement continue à bénéficier de la présente autorisation si un certificat de capacité conforme avec l'article 2 du présent arrêté peut être produit.

**Article 4 :** Les animaux sont placés dans des installations compatibles avec leurs impératifs biologiques, et comportementaux. Les équipements et le fonctionnement doivent permettre d'assurer le bien-être des animaux hébergés en respectant leurs besoins physiologiques et comportementaux et ne doivent présenter aucun danger pour la sécurité et la santé des personnes et des animaux.

En particulier, les clôtures ne présentent ni aspérité ni saillie ; les grillages et filets sont tendus de façon à ne pas être la cause d'accidents pour les animaux. L'usage du grillage à triple torsion, au contact direct des oiseaux, est interdit. Les volières seront munies de perchoirs ou reposoirs placés à hauteurs de façon à offrir aux oiseaux la possibilité de faire des exercices.

Toutes précautions sont prises pour éviter l'évasion d'animaux.

**Article 5 :** Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que les animaux soient acheminés rapidement et dans de bonnes conditions dans l'établissement. Il veille à ce que les animaux soient accompagnés des certificats adéquats et requis par la réglementation en vigueur au moment de leur entrée dans l'établissement.

En cas d'incident ou d'anomalies (interruption du transport, mortalité ou morbidité importante, évasion, suspicion de maladie contagieuse, présence de spécimens relevant d'un statut juridique particulier...), il en informe sans délai le directeur départemental de la protection des populations de Meurthe et Moselle.

Les installations de l'établissement et les conditions de fonctionnement doivent être conformes aux normes fixées à l'annexe technique du présent arrêté.

**Article 6 :** L'établissement désigne un vétérinaire chargé d'effectuer un contrôle régulier de l'état de santé des animaux.

Les animaux malades ou blessés sont isolés des autres animaux et doivent recevoir dans les meilleurs délais les soins d'un vétérinaire ou, sous son autorité, ceux du titulaire du certificat de capacité. Les interventions du vétérinaire ainsi que l'usage de médicaments sont consignés dans un livre de soins qui sera conservé dans l'établissement avec les ordonnances correspondantes.

Les cadavres d'animaux sont évacués conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime.

**Article 7 :** L'établissement devra tenir et présenter à la requête des services habilités

1° Un livre-journal où sont enregistrés chronologiquement tous les mouvements d'animaux détenus dans l'établissement, portant le numéro CERFA 070363. Toutes les pièces permettant de justifier de la régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.

2° Un inventaire permanent des animaux de chaque espèce détenue portant le numéro CERFA 070362.

3° Un livre de soins vétérinaires mentionnant tous les soins et traitements réalisés par le vétérinaire ou le capacitaire, sous l'autorité du vétérinaire. Les ordonnances des médicaments utilisés, les résultats d'analyses ou d'autopsie sont annexés au registre.

**Article 8 :** Le responsable de l'établissement doit assurer libre accès aux agents, chargés du contrôle de son établissement, mentionnés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Tous les documents administratifs relatifs aux animaux exigés par la réglementation en vigueur doivent être tenus à jour et présentés à toute réquisition des agents mentionnés ci-dessus.

**Article 9 :** Le non respect de l'arrêté d'autorisation d'ouverture peut entraîner des sanctions administratives ou pénales.

**Article 10 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

**Article 11 :** En vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de XOUSSE où il sera affiché pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par le maire de XOUSSE.

L'arrêté est affiché en permanence, à l'entrée de l'établissement, de façon visible par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Mme la Directrice départementale de la Protection des Populations de Meurthe et Moselle, M. le maire de XOUSSE, Monsieur le Chef de Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur.

Malzéville, le 29 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
Le Directeur Adjoint,  
Dr Laurent CLAUDET

*Les annexes citées au présent arrêté sont consultables à la DDPP54.*

#### **Arrêté n° 12-DDPP-138 du 29 octobre 2012 d'autorisation d'ouverture d'un établissement détenant des animaux vivants d'espèces non domestiques délivré à M. MASSON Jacky (établissement de 1ère catégorie)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre 1er du Livre IV - Protection de la Faune et de la Flore de la partie législative du code de l'environnement, notamment son article L.413-3 et titre 1er du Livre IV Protection de la faune et de la flore de la partie réglementaire, articles R.413-15 à R.413-20 et R.413-22 à R.413-23,

VU le chapitre IV titre I du livre II – Protection des animaux – du code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.214-1 à L.214-3,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU l'arrêté du 10 août 2004 modifié fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux d'espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques,

VU le dossier de demande d'autorisation en date du 01 mars 2009, modifiée et complétée le 15 février 2012 de M. Jacky MASSON à l'effet d'être autorisé à ouvrir un établissement d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques,

VU l'avis réputé favorable, suite à la consultation le 03 mai 2012 du maire de la commune de Bayon,

VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, paysages et des sites, réunie en formation spécialisée « faune sauvage captive », le 13 juin 2012,

VU l'arrêté préfectoral N°12.BI.45 du 18 septembre 2012 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'établissement de 1ère catégorie, détenant des animaux vivants d'espèces non domestiques, implanté 35 rue d'Acras, à BAYON (54290) est placé sous la responsabilité de Monsieur MASSON Jacky, est autorisé à ouvrir.

L'activité pratiquée est l'élevage d'animaux d'espèces non domestiques.

La liste fixant les espèces et les effectifs autorisés est annexée au présent arrêté.

**Article 2 :** L'établissement est placé sous la responsabilité d'une personne titulaire d'un certificat de capacité correspondant aux espèces présentes dans l'établissement pour l'élevage et l'entretien de Psittacidés.

**Article 3 :** L'établissement sera installé et exploité conformément aux conditions prévues dans le dossier de demande d'autorisation et dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode de fonctionnement doivent être portées à la connaissance du préfet, avant leur réalisation.

En cas de modification apportée aux installations ou aux conditions de fonctionnement entraînant un changement notable par rapport au dossier de demande d'autorisation, de transfert sur un autre emplacement de l'établissement ou d'une partie de l'établissement, une nouvelle demande d'autorisation devra être déposée.

Si l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant devra en faire la déclaration au Préfet de Meurthe et Moselle dans le mois suivant la prise en charge de l'établissement en application de l'article R.413-23 du code de l'environnement. L'établissement continue à bénéficier de la présente autorisation si un certificat de capacité conforme avec l'article 2 du présent arrêté peut être produit.

**Article 4 :** Les animaux sont placés dans des installations compatibles avec leurs impératifs biologiques, et comportementaux. Les équipements et le fonctionnement doivent permettre d'assurer le bien-être des animaux hébergés en respectant leurs besoins physiologiques et comportementaux et ne doivent présenter aucun danger pour la sécurité et la santé des personnes et des animaux.

En particulier, les clôtures ne présentent ni aspérité ni saillie ; les grillages et filets sont tendus de façon à ne pas être la cause d'accidents pour les animaux. L'usage du grillage à triple torsion, au contact direct des oiseaux, est interdit. Les volières seront munies de perchoirs ou reposoirs placés à hauteurs de façon à offrir aux oiseaux la possibilité de faire des exercices.

Toutes précautions sont prises pour éviter l'évasion d'animaux.

**Article 5 :** Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que les animaux soient acheminés rapidement et dans de bonnes conditions dans l'établissement. Il veille à ce que les animaux soient accompagnés des certificats adéquats et requis par la réglementation en vigueur au moment de leur entrée dans l'établissement.

En cas d'incident ou d'anomalies (interruption du transport, mortalité ou morbidité importante, évasion, suspicion de maladie contagieuse, présence de spécimens relevant d'un statut juridique particulier...), il en informe sans délai le directeur départemental de la protection des populations de Meurthe et Moselle.

Les installations de l'établissement et les conditions de fonctionnement doivent être conformes aux normes fixées à l'annexe technique du présent arrêté.

**Article 6 :** L'établissement désigne un vétérinaire chargé d'effectuer un contrôle régulier de l'état de santé des animaux.

Les animaux malades ou blessés sont isolés des autres animaux et doivent recevoir dans les meilleurs délais les soins d'un vétérinaire ou, sous son autorité, ceux du titulaire du certificat de capacité. Les interventions du vétérinaire ainsi que l'usage de médicaments sont consignées dans un livre de soins qui sera conservé dans l'établissement avec les ordonnances correspondantes.

Les cadavres d'animaux sont évacués conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime.

**Article 7 :** L'établissement devra tenir et présenter à la requête des services habilités

1° Un livre-journal où sont enregistrés chronologiquement tous les mouvements d'animaux détenus dans l'établissement, portant le numéro CERFA 070363. Toutes les pièces permettant de justifier de la régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.

2° Un inventaire permanent des animaux de chaque espèce détenue portant le numéro CERFA 070362.

3° Un livre de soins vétérinaires mentionnant tous les soins et traitements réalisés par le vétérinaire ou le capacitaire, sous l'autorité du vétérinaire. Les ordonnances des médicaments utilisés, les résultats d'analyses ou d'autopsie sont annexés au registre.

**Article 8 :** Le responsable de l'établissement doit assurer libre accès aux agents, chargés du contrôle de son établissement, mentionnés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Tous les documents administratifs relatifs aux animaux exigés par la réglementation en vigueur doivent être tenus à jour et présentés à toute réquisition des agents mentionnés ci-dessus.

**Article 9 :** Le non respect de l'arrêté d'autorisation d'ouverture peut entraîner des sanctions administratives ou pénales.

**Article 10 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

**Article 11 :** En vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de BAYON où il sera affiché pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par le maire de BAYON.

L'arrêté est affiché en permanence, à l'entrée de l'établissement, de façon visible par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 12 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Mme la Directrice départementale de la Protection des Populations de Meurthe et Moselle, M. le maire de BAYON, Monsieur le Chef de Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur.

Malzéville, le 29 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
Le Directeur Adjoint,  
Dr Laurent CLAUDET

Les annexes citées au présent arrêté sont consultables à la DDPP54.

## DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Arrêté du 14 janvier 2013 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'Education et notamment ses articles L 235-1 et R 235-1 à R 235-11 relatifs aux Conseils Départementaux de l'Education Nationale ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les propositions des collectivités territoriales et des organismes intéressés ;

VU les propositions du Directeur académique des services de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 2010 portant renouvellement du Conseil Départemental de l'Education Nationale ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

### ARRETE

**Article 1er :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

**Membres représentant les communes, le département et la Région**

**B) Département de la Meurthe-et-Moselle :**

#### SUPPLEANTS

Monsieur Christophe SONREL  
Conseiller Général  
du canton de BAYON  
**suppléant de Monsieur Yves WILLER**

Monsieur André BARBIER  
Conseiller Général  
du canton d'HAROUÉ  
**suppléant de Monsieur Bernard MULLER**

**Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat**

**A) Au titre de la F.S.U.** (17 A, rue Laurent Bonnevay – 54100 NANCY)

#### TITULAIRES

Monsieur Emmanuel DEGRITOT  
Professeur des écoles  
Ecole élémentaire L.Guingot  
54670 CUSTINES  
Madame Christelle MAUSS  
Professeur des écoles  
Ecole maternelle de Bonsecours  
54000 NANCY  
Monsieur Henri LOSTETTE  
Professeur certifié  
Collège St Exupéry  
54210 ST NICOLAS DE PORT  
Monsieur François WEY  
Professeur certifié  
Lycée Héré  
54520 LAXOU

#### SUPPLEANTS

Monsieur Etienne MASSON  
Professeur certifié  
Lycée Majorelle  
54200 TOUL  
Monsieur Gabriel MANIVONG  
Professeur certifié  
Collège  
54120 BACCARAT  
Monsieur Dominique GERARD  
Professeur des écoles  
Ecole Elémentaire Paul Bert  
54220 MALZEVILLE  
Madame Cécile LECLERC-GAFF  
Professeur des écoles  
Ecole spécialisée Marcel Leroy  
54000 NANCY

C) **Au titre du S.G.E.N. – C.F.D.T.** (4 rue des Chanoines - NANCY)

TITULAIRES

Monsieur Ludovic KELLER  
Professeur des écoles  
Ecole primaire  
54760 MOIVRONS  
Monsieur Raphaël TISSIER  
Professeur certifié  
Collège Montaigu  
54 HEILLECOURT

SUPPLEANTS

Monsieur Alexandre RABIN  
Professeur des écoles  
Ecole maternelle Victor Hugo  
54 LAXOU  
Madame Nelly CHARTON  
Professeur certifié  
Collège Edmont de Goncourt  
54 PULNOY

A) - **Représentant de parents d'élèves :**

- **Au titre de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves F.C.P.E.** (11 avenue des Jonquilles – 54500 VANDOEUVRE)

Madame Elise ANNECCA  
32 rue Albert Lebrun  
54800 CONFLANS EN JARNISY  
**Changement de nom**

**Article 2 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur académique des services de l'éducation nationale, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.  
Nancy, le 14 janvier 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

#### DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES

**Décision 2013-T01 du 16 janvier 2013 modifiant la tarification des actes de soins dentaires et de parodontologie partiellement ou non pris en charge par la sécurité sociale, en activité externe**

Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé ;  
VU le code de la santé publique, et notamment ses articles R 6145-10 et suivants ;  
VU la décision instituant des tarifs pour les actes de soins dentaires et de parodontologie partiellement ou non pris en charge par la sécurité sociale, en activité externe

#### DECIDE

**Article 1er :** A compter du 1<sup>er</sup> février 2013 sont actualisés au CHU de Nancy les tarifs relatifs aux soins dentaires et de parodontologie, réalisés en consultation externe, partiellement ou non pris en charge par la sécurité sociale, appelés actes hors nomenclature.

**Article 2 :** Ces tarifs sont fixés suivant le détail indiqué dans les tableaux annexés.

**Article 4 :** Conformément à l'article 6145.4 du code de la Santé Publique, ces frais sont payables par avance, sur présentation du devis concernant les actes à réaliser, signé conjointement par le praticien et par le patient ou son représentant légal et valant engagement de paiement.

Nancy, le 16 janvier 2013

Philippe VIGOUROUX  
Directeur général  
Président du directoire

#### PROTHESES TRANSITOIRES

##### PROTHESE AMOVIBLE PARTIELLE TRANSITOIRE RESINE (PAP)

PROTHESES AMOVIBLES TRANSITOIRES EN RESINE	Cotation Sécurité sociale HN	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
PAP 1 à 3 dents	HN	0,00 €	170 €
PAP 4 dents	HN	0€	190 €
PAP 5 dents	HN	0€	210 €
PAP 6 dents	HN	0€	235 €
PAP 7 dents	HN	0€	240 €
PAP 8 dents	HN	0€	260 €
PAP 9 dents	HN	0€	285 €
PAP 10 dents	HN	0€	310 €
PAP 11 dents	HN	0€	330 €
PAP 12 dents	HN	0€	355 €
PAP 13 dents	HN	0€	380 €
PAC 14 dents	HN	0€	405 €

## PROTHESES FIXEES TRANSITOIRES

PROTHESES FIXEES TRANSITOIRES (couronnes unitaire ou élément de bridge)	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
<b>Sur dent naturelle (par élément) :</b>			
- technique directe	HN	0 €	51 €
- technique indirecte (laboratoire)	HN	0,00 €	81 €
<b>Sur implant (par élément) :</b>			
- couronne transitoire directe sur pilier (non inclus) (ex ion)	HN	0 €	51€
- couronne transitoire indirecte sur pilier (non inclus)	HN	0 €	81 €
- couronne transitoire transvissée avec pilier provisoire inclus	HN	0 €	140 €

## ETUDES PRE-PROTHETIQUES ET PRE-IMPLANTAIRES

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Montage sur articulateur	HN	0 €	76€
Montage prospectif ou directeur	HN	0,00 €	80€
Guide radiologique et/ou chirurgical	HN	0 €	80€

## SOINS SOUS MEOPA (Mélange Equimolaire Oxygène Protoxyde d'Azote)

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Première séance d'essai gratuite	HN	0 €	0 €
Chacune des séances suivantes	HN	0 €	35 €

## PROTHESES AMOVIBLES EN RESINE

## PROTHESES AMOVIBLES TRANSITOIRES EN RESINE

PROTHESES AMOVIBLES TRANSITOIRES EN RESINE	Cotation Sécurité sociale HN	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
PAP 1 à 3 dents	HN	0€	170 €
PAP 4 dents	HN	0€	190 €
PAP 5 dents	HN	0€	210 €
PAP 6 dents	HN	0€	235 €
PAP 7 dents	HN	0€	240 €
PAP 8 dents	HN	0€	260 €
PAP 9 dents	HN	0€	285 €
PAP 10 dents	HN	0€	310 €
PAP 11 dents	HN	0€	330 €
PAP 12 dents	HN	0€	355 €
PAP 13 dents	HN	0€	380 €
PAC 14 dents	HN	0€	405 €

## PROTHESES AMOVIBLES PARTIELLES EN RESINE (PAP) ET PROTHESES AMOVIBLES COMPLETES (PAC)

PROTHESE AMOVIBLE RESINE	Cotation Sécurité sociale SPR (2,15 €)	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
PAP 1 à 3 dents	30	64,50 €	265 €
PAP 4 dents	35	75,25 €	385 €
PAP 5 dents	40	86,00 €	385 €
PAP 6 dents	45	96,75 €	385 €
PAP 7 dents	50	107,50 €	480 €
PAP 8 dents	55	118,25 €	480 €
PAP 9 dents	60	129,00 €	480 €
PAP 10 dents	65	139,75 €	480 €
PAP 11 dents	70	150,50 €	570 €
PAP 12 dents	75	161,25 €	570 €
PAP 13 dents	80	172,00 €	570 €
PAC 14 dents	85	182,75 €	725 €

## SUPPLEMENTS ET ATTACHEMENTS EN PAP ET EN PAC

DESIGNATION DU SUPPLEMENT SUR PAP OU PAC	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Plaque base en titane	HN	0 €	152 €
Dents en céramique (par prothèse)	HN	0 €	100 €
Facette Or sur PAP ou PAC	HN	0 €	106 €
<b>ATTACHEMENTS POUR PAC</b>			
Intra-coronaire axial sur racine naturelle (système complet par élément)	HN	0 €	533 €
Intra-coronaire axial sur implant (type Locator) (pilier + boîtier par implant)	HN	0 €	260 €
Barre d'ancrage sur racines naturelles (forfait système complet cavaliers inclus)	HN	0 €	1200 €

**NB : pour la solidarisation des boîtiers à la prothèse doit être effectuée en méthode directe**

## PROTHESE AMOVIBLE PARTIELLE A INFRASTRUCTURE METALLIQUE (PAPIM)

PROTHESE AMOVIBLE PARTIELLE À INFRASTRUCTURE MÉTALLIQUE (PAPIM)	Cotation Sécurité Sociale SPR (2,15 €)	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
PAPIM 1 à 3 dents	90 €	193,50 €	545 €
PAPIM 4 dents	95 €	204,25 €	720 €
PAPIM 5 dents	100 €	215,00 €	720 €
PAPIM 6 dents	105 €	225,75 €	720 €
PAPIM 7 dents	110 €	236,50 €	980 €
PAPIM 8 dents	115 €	247,25 €	980 €
PAPIM 9 dents	120 €	258,00 €	980 €
PAPIM 10 dents	125 €	268,75 €	980 €
PAPIM 11 dents	130 €	279,50 €	1 070 €
PAPIM 12 dents	135 €	290,25 €	1 070 €
PAPIM 13 dents	140 €	301,00 €	1 070 €

## SUPPLEMENTS SUR PAPIM

DESIGNATION DU SUPPLEMENT SUR PAPIM	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Contreplaque sur PAPIM (par dent concernée)	SPR 15	32.25 €	65€
Dents en céramique (par prothèse)	HN	0€	100 €
Facette Or sur PAPIM	HN	0€	106 €

## ATTACHEMENTS SUR PAPIM

DESIGNATION DES ATTACHEMENTS SUR PAPIM	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Intra-coronaire axial sur racine naturelle (système complet par élément)	HN	0€	533 €
Intra-coronaire axial sur implant (type Locator) (pilier + boîtier par implant)	HN	0€	260 €
Attachement extra-coronaire type glissière sur prothèse fixée plurale (partie mâle) et PAPIM (partie femelle) (système complet mâle/femelle par attachement)	HN	0€	250 €

## REPARATIONS ET ADJONCTIONS

ADJONCTION - REPARATION	Cotation Sécurité Sociale SPR (2,15 €)	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
<b>Sur résine :</b>			
Réparation de fracture sur Prothèse Amovible Partielle (PAP)	SPR 10	21,50 €	60 €
1 <sup>ère</sup> dent ou crochet ajouté(e) ou remplacé(e) sur PAP	SPR 10	21,50 €	60 €
dent ou crochet suivant(e), ajouté(e) ou remplacé(e) sur PAP	SPR 5	10,75 €	30 €
Facette aspect Or	HN	0€	106 €

<b>Sur plaque Base métallique :</b>			
1 <sup>ère</sup> dent ou crochet ajouté(e) ou remplacé(e) sur PAPIM	SPR 10	21,50 €	75 €
Dent ou crochet suivant(e), ajouté(e) ou remplacé(e) sur PAPIM	SPR 5	10,75 €	40 €
Crochet soudé ajouté ou remplacé sur PAPIM, par élément	SPR 20	43,00 €	80 €
Dent prothétique contre plaquée ou dent massive ajoutée ou remplacée sur PAPIM, par élément	SPR 20	43,00 €	80 €
Contre Plaque sur plaque métallique, par élément	SPR 20	43,00 €	80 €
<b>REBASAGES</b>			
<b>Rebasage</b> - par appareil complet (méthode indirecte)	HN	0 €	130 €
<b>Rebasage</b> - par appareil partiel (méthode indirecte)	HN	0 €	75 €
<b>Rebasage</b> - méthode extemporanée (directe)	HN	0 €	50 €
<b>ATTACHEMENTS</b>			
Remplacement d'un insert en nylon Locator	HN	0 €	30 €
Remplacement d'un boîtier Locator complet	HN	0 €	90 €
Réparation/remplacement autre type de boîtier d'attachement (ex DalBo)	HN	0 €	120 €

**NB : pour la solidarisation des boîtiers à la prothèse doit être effectuée en méthode directe**

#### ORTHESES

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
<b>ORTHESE de RECOUVREMENT pour CORRECTION de L'ARTICULE</b> pose et équilibration de la gouttière * si accord sécurité sociale	D 60 E*	115,20 €	115,20 €
+ ANALYSE OCCLUSALE	HN	50,00 €	50 €
<b>TOTAL :</b>			<b>165.20 €</b>
<b>GOUTTIERE OCCLUSALE non prise en charge par la sécurité sociale</b>			
Pose et équilibration + analyse occlusale	HN	0 €	165 €
- renouvellement (perte, inadaptée)	HN	0 €	110 €
- réparation	HN	0 €	21 €
<b>GOUTTIERE DE FLUORATION</b>			
	HN	0 €	60 €
<b>PLAQUE DE COMPRESSION CHIRURGICALE (antihémorragique)</b>			
	HN	0 €	65 €
<b>APNEE DU SOMMEIL :</b>			
Traitement EQUINOXE	HN	0 €	500 €
Réparation de l'orthèse	HN	0 €	65 €

#### PROTHESES FIXEES

##### ETUDES PRE-PROTHETIQUES ET PRE-IMPLANTAIRES

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Montage sur articulateur	HN	0 €	76€
Montage prospectif ou directeur	HN	0 €	80€
Guide radiologique et/ou chirurgical	HN	0 €	80€

#### PROTHESES FIXEES TRANSITOIRES

PROTHESES FIXEES TRANSITOIRES (couronnes unitaire ou élément de bridge)	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
<b>Sur dent naturelle (par élément) :</b>			
- technique directe	HN	0 €	51 €
- technique indirecte (laboratoire)	HN	0 €	81 €
<b>Sur implant (par élément) :</b>			
- couronne transitoire directe sur pilier (non inclus) (ex ion)	HN	0 €	51 €
- couronne transitoire indirecte sur pilier (non inclus)	HN	0 €	81 €
- couronne transitoire transvissée avec pilier provisoire inclus	HN	0 €	140 €

#### RESTAURATIONS CORONO-RADICAIRES COULEES (INLAY-CORE)

RESTAURATION CORONO-RADICULAIRE COULEE EN ALLIAGE NON NOBLE (NI-CR)	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Inlay-core (Ni Cr)	SPR 57	122,55 €	122,55 €
Inlay-core à clavette (Ni Cr)	SPR 67	144,05 €	144,05 €

**Supplément alliage Noble (PdAg) ou de haute noblesse (type AuPt ou AuPd)** à noter HN sur le devis sur une ligne complémentaire en plus du coût de l'élément non noble avec la mention « estimation supplément alliage noble selon la quantité employée et selon le cours de l'alliage » : Appeler le laboratoire pour estimer ce coût.

## PROTHESES FIXEES SUR DENTS NATURELLES

PROTHESES FIXEES METALLIQUES COULEES SUR ALLIAGE NON NOBLE (Ni-Cr) (couronnes unitaire ou élément de bridge)	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Couronne coulée ou élément de bridge coulé sur dent	SPR 50	107,5 €	260 €
Intermédiaire de bridge coulé NiCr	SPR 30 ou HN*	64,50 € ou 0 €	260 €
<b>Cas particulier élément coulé Titane</b>			
Couronne coulée ou élément de bridge coulé sur dent	SPR 50	107,5 €	280 €
Intermédiaire de bridge coulé	SPR 30 ou HN*	64,50 € ou 0 €	280 €

\* selon les critères de cotation des éléments intermédiaires par équivalence à la PAP remplaçant l'édentement traité par le bridge

PROTHESES FIXEES CERAMO-METALLIQUES SUR ALLIAGE NON NOBLE (Ni-Cr) (couronnes unitaire ou élément de bridge)	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
CCM ou élément de bridge CM sur dent naturelle	SPR 50	107,5€	430€
Intermédiaire de bridge CM NiCr	SPR 30 ou HN*	64,50 € ou 0€	430€

\* selon les critères de cotation des éléments intermédiaires par équivalence à la PAP remplaçant l'édentement traité par le bridge

BRIDGE COLLE : élément partiel d'ancrage + inter	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Elément métallique partiel d'ancrage pour bridge collé (aillette ou inlay/onlay NiCr)	HN SC12+ED* SC17+ED*	0€ 16,87€ 28,92€	152€
Intermédiaire de bridge céramo-métallique NiCr	SPR 30 ou HN**	64,50 € ou 0€	430€
Intermédiaire de bridge en alliage coulé (NiCr)	SPR 30 ou HN**	64,50 € ou 0€	260€

\* Si le délabrement de la dent support justifie la restauration partielle

\*\* selon les critères de cotation des éléments intermédiaires par équivalence à la PAP remplaçant l'édentement traité par le bridge

## RESTAURATIONS SUR METAL A BASE D'ALLIAGE NOBLE OU DE HAUTE NOBLESSE

Un supplément alliage Noble (PdAg) ou de haute noblesse (type AuPt ou AuPd) est à noter HN sur le devis sur une ligne spécifique en plus du coût de l'élément non noble avec la mention « estimation supplément alliage noble (ou de haute noblesse) selon la quantité employée et selon le cours de l'alliage » : Appeler le laboratoire pour estimer ce coût. Noter le prix/g et le grammage estimé en précisant bien « estimation »

PROTHESES FIXEES TOUT CERAMIQUE	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Couronne céramo-céramique	SPR 50	107,5€	486€
Inlay céramique 1 face	SC 7+ED	16,87€	270€
Inlay/onlay céramique 2 faces	SC 12+ED	28,92€	270€
Inlay/onlay céramique 3 faces	SC 17+ED	40,97€	270€
Facette en céramique	HN	0€	450€

## PROTHESES FIXEES SUR IMPLANTS

PILIERIS IMPLANTAIRES POUR PROTHESE SCELLEE (personnalisés ou standards)	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Pilier Titane	HN	0€	340€
Pilier Titane Nitruré	HN	0€	380€
Pilier Zircon	HN	0€	440€

PROTHESES SCELLEES SUR IMPLANT (couronnes unitaire ou élément de bridge)	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Couronne Céramo-Métallique ou élément de bridge Céramo-Métallique (Ni-Cr)** sur implant	SPR 30 ou HN*	64,50 € ou 0€	430€
Couronne Céramo-Céramique ou élément de bridge Céramo-Céramique (Zircon Y-TZP) sur implant	SPR 30 ou HN*	64,50 € ou 0€	486€

\* selon les critères de cotation des couronnes et bridges sur implants par équivalence à la PAP remplaçant l'édentement traité par la prothèse concernée.

## \*\* RESTAURATIONS SUR METAL A BASE D'ALLIAGE NOBLE OU DE HAUTE NOBLESSE

Un supplément alliage Noble (PdAg) ou de haute noblesse (type AuPt ou AuPd) est à noter HN sur le devis sur une ligne spécifique en plus du coût de l'élément non noble avec la mention « estimation supplément alliage noble (ou de haute noblesse) selon la quantité employée et selon le cours de l'alliage » : Appeler le laboratoire pour estimer ce coût. Noter le prix/g et le grammage estimé en précisant bien « estimation »

## SYSTEMES DE PROTHESE COMPLETE SUR IMPLANTS : TRAITEMENTS PROTHETIQUES GLOBAUX

SYSTEMES FIXEES (transvissés)	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Prothèse complète implanto-portée transvissée transitoire sur piliers coniques INCLUS (chirurgie implantaire non incluse)	HN	0 €	3500 €
Prothèse complète implanto-portée d'usage sur barre usinée titane transvissée sur piliers coniques NON INCLUS	Selon nombre de dents remplacées	Nb SPR x 2,15 €	3500 €
Prothèse complète implanto-portée d'usage sur barre usinée titane transvissée sur piliers coniques INCLUS (sans prothèse transitoire transvissée)	Selon nombre de dents remplacées	Nb SPR x 2,15 €	5500 €

SYSTEME A SUSTENTATION IMPLANTAIRE	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Prothèse complète transitoire et guide chirurgical en vue de la réalisation d'une prothèse complète à sustentation implantaire	HN	0 €	2000 €
Prothèse complète implanto-portée d'usage fixée par attachements Locator sur barre usinée titane transvissée sur piliers coniques INCLUS	SPR 85	182,75 €	5000 €

## PARODONTOLOGIE

## TRAITEMENT DES MALADIES ET LESIONS PARODONTALES

TRAITEMENTS ETIOLOGIQUE DES MALADIES PARODONTALES	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
surfaçage radiculaire par sextant	HN	0 €	35 €
maintenance parodontale complète	HN	0 €	35 €
<b>TRAITEMENTS CHIRURGICAUX DES LESIONS PARODONTALES :</b>			
mini lambeau	HN	0 €	85 €
lambeau d'accès	HN	0 €	170 €
désépaississement du conjonctif rétro molaire (distal wedge)	HN	0 €	120 €
lambeau de Widman modifié	HN	0 €	200 €
lambeau + ostéoplastie	HN	0 €	220 €
lambeau + greffe d'os autogène : prélèvement sur site	HN	0 €	280 €
lambeau + greffe d'os autogène : prélèvement au menton	HN	0 €	360 €
lambeau + comblement par matériau de substitution osseux	HN	0 €	300 €
lambeau + pose de membrane	HN	0 €	310 €
lambeau + comblement par matériau de substitution osseuse + membrane	HN	0 €	400 €
<b>CHIRURGIE PLASTIQUE PARODONTALE :</b>			
greffe épithélio-conjonctive	HN	0 €	290 €
greffe de conjonctif enfoui	HN	0 €	360 €
augmentation de volume de crête par apport de conjonctif	HN	0 €	360 €
lambeau déplacé latéralement ou coronairement	HN	0 €	220 €
lambeau déplacé coronairement + amélogénine	HN	0 €	350 €
lambeau déplacé apicalement pour 1 à 2 dents	HN	0 €	170 €
lambeau déplacé apicalement de grande étendue	HN	0 €	220 €
gingivectomie à biseau externe par sextant	DC 20	41,80 €	41,80 €

## CHIRURGIE PRE-PROTHETIQUE

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Elongation coronaire : les 2 premières dents	HN	0 €	120 €
Elongation coronaire : chacune des suivantes	HN	0 €	85 €
Résection de crête flottante par héli arcade	HN	0 €	150 €
Approfondissement de vestibule par déplacement apical de la gencive attachée	HN	0 €	220 €
Comblement d'alvéole : sans membrane	HN	0 €	280 €
Comblement d'alvéole : avec membrane	HN	0 €	440 €

## CONTENTIONS

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Contention intra coronaire ou par collage	HN	0 €	130 €
Contention en fibre synthétique collée	HN	0 €	110 €

## IMPLANTOLOGIE

## ETUDES PRE-PROTHETIQUES ET PRE-IMPLANTAIRES

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Montage sur articulateur	HN	0 €	76€
Montage prospectif ou directeur	HN	0 €	80€
Guide radiologique et/ou chirurgical	HN	0 €	80€
Couronne transitoire transvissée avec pilier provisoire inclus	HN	0 €	140 €

## CHIRURGIE PRE-IMPLANTAIRE

DESIGNATION DES ACTES	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
<b>TRAITEMENT PRE-IMPLANTAIRE DES DEFAUTS OSSEUX :</b>			
Grefe d'os autogène en bloc + protection du site donneur par membrane	HN	0 €	600 €
Augmentation de crête par pose de membrane seule ou avec vis de soutènement	HN	0 €	450 €
Augmentation de crête par pose de membrane associée à une greffe d'os ou un comblement	HN	0 €	600 €
Elargissement de crête par ostéotomie lors de l'implantation	HN	0 €	120 €
Apposition osseuse par allo greffe d'os de banque, non compris le coût du greffon	HN	0 €	400 €
<b>TRAITEMENT PRE-IMPLANTAIRE DES PROCIDENCES SINUSIENNE :</b>			
comblement sinusien par abord latéral	HN	0 €	800 €
comblement sinusien par abord crestal lors de l'implantation	HN	0 €	250 €
comblement sinusien par abord crestal avec mise en nourrice	HN	0 €	460 €

## CHIRURGIE IMPLANTAIRE

DESIGNATION DES ACTES	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
insertion chirurgicale d'implant	HN	0 €	750 €
insertion chirurgicale d'implant avec mise en fonction immédiate	HN	0 €	850 €
insertion chirurgicale d'implant en technique immédiate : matériaux compris	HN	0 €	1100 €
mise en fonction d'implant ostéo-intégré – l'implant :	HN	0 €	100 €
Dépose d'implant	HN	0 €	170 €

## MINIVIS

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Pose de minivis (par vis)	HN	0 €	95 €

## ORTHOPEDIE DENTOFACIALE

TRAITEMENT ENFANTS DEBUT DE TRAITEMENT AVANT 16 ANS	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Sans multi-attache/semestre	TO 90	193,5€	350€
Avec multi-attache/semestre	TO 90	193,5€	500€
Traitement esthétique supplément au 1 <sup>er</sup> semestre	HN	HN	250€
Bracket métal décollé par bracket	HN	HN	10€
Bracket esthétique décollé par bracket	HN	HN	25€
Contention 1 <sup>ère</sup> année	TO 75	161,25€	200€
Contention 2 <sup>ème</sup> année	TO 50	107,5€	150€
Plaque perdue ou cassée	HN	HN	70€

TRAITEMENT ADULTE DEBUTE APRES LE 16 <sup>EME</sup> ANNIVERSAIRE	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Sans multi-attache/semestre	HN	HN	350€
Avec multi-attache/semestre	HN	HN	500€
Traitement esthétique supplément au 1 <sup>er</sup> semestre	HN	HN	250€
Bracket métal décollé par bracket	HN	HN	10€
Bracket esthétique décollé par bracket	HN	HN	25€
Contention 1 <sup>ère</sup> année	HN	HN	200€
Contention 2 <sup>ème</sup> année	HN	HN	150€
Plaque perdue ou cassée	HN	HN	70€

## TARIFICATION ACTES ODONTOLOGIE PEDIATRIQUE

TRAITEMENT	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Application de vernis fluoré par séance	HN	0€	35€
Traitement MTA®	HN	0€	150€
Coiffe Pédiatrique préformée par dent temporaire ou permanente	HN	0€	41€
Mainteneur d'espace			
Tarifs de prothèse amovible transitoire selon le nombre de dents :			
1 à 3 dents	HN	0€	170€
4 dents	HN	0€	190 €
5 dents	HN	0€	210€
6 dents	HN	0€	235 €
7 dents	HN	0€	240 €
8 dents	HN	0€	260 €
9 dents	HN	0€	285 €
10 dents	HN	0€	310 €
11 dents	HN	0€	330 €
12 dents	HN	0€	355€
Mainteneur d'espace par arc lingual sur bagues	HN	0€	100€
Mainteneur d'espace unitaire soudé sur bague ou coiffe	HN	0€	80€

## SOINS SOUS MEOPA (Mélange Equimolaire Oxygène Protoxyde d'Azote)

DESIGNATION	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
Première séance d'essai gratuite	HN	0 €	0 €
Chacune des séances suivantes	HN	0 €	35 €

## ODONTOLOGIE CONSERVATRICE/ENDODONTIE

TRAITEMENT	Cotation Sécurité Sociale	Base de Remboursement Sécurité Sociale (100%)	MONTANT TOTAL
ECLAIRCISSEMENT : traitement global sur dents vitales	HN	0€	350€
ECLAIRCISSEMENT : traitement sur dent dépulpée (par dent)	HN	0€	150€
Obturation d'une perforation radiculaire au MTA®	HN	0€	150€

